

# *l'Anti*capitaliste

n°283 | 2 avril 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**CONTRE LE GOUVERNEMENT,  
LA DROITE ET LE FN**



## Dossier

**Il y a 120 ans  
la CGT** Pages 6 et 7

**ÉDITO**  
Silence radio...  
Page 2

**PREMIER PLAN**  
Crash de l'Airbus: ce que  
les médias ne disent pas  
Page 3



**ACTU INTERNATIONALE**  
Maroc: hier et aujourd'hui,  
le pouvoir réprime  
Page 5

**LIBRE EXPRESSION**  
Entretien avec Olivier Le Cour  
Grandmaison  
Page 12



édito

Par CHRISTINE POUPIN

## Silence radio...

**D**émarrée le 19 mars, la grève des salariéEs de Radio France doit bénéficier de tout notre soutien. À l'appel de cinq syndicats, cette grève, la plus longue des dix dernières années, reconduite chaque jour en assemblée générale, mobilise l'ensemble des salariéEs, tous corps de métiers confondus, contre l'austérité et pour la défense du service public de l'information.

Les grévistes refusent l'étranglement budgétaire programmé par la « tutelle », c'est-à-dire le ministère de la Culture, qui a déjà abouti à une baisse de 87,5 millions d'euros entre 2010 et 2014. Les dépenses ont aussi beaucoup augmenté avec les travaux de réhabilitation de la Maison de la Radio qui date de 1963, travaux indispensables pour certains – remise aux normes, désamiantage – et scandaleusement superflus pour d'autres – rénovation du bureau du président Gallet pour 100 000 euros –, avec surtout énormément de gaspillage. Le coût final de ces travaux sera de 584 millions d'euros pour une fin estimée en 2018... contre 333 millions initialement prévus ! La direction apporte la même sempiternelle réponse : les salariéEs doivent être plus productifs ! Et d'annoncer un plan d'économie de 50 millions sur 5 ans, se traduisant par une réduction de 25 % des contrats à durée déterminée, un plan de départ de 200 à 300 salariéEs et l'externalisation de plusieurs corps de métiers ouvriers. Prescripteur de cette purge sévère, le gouvernement se contente par la voix de Valls de dire qu'« il faut que la grève s'arrête ».

Les grévistes se battent pour le service public, car pour eux les différentes chaînes qui composent le groupe ne sont pas des marques. Ils se battent aussi contre la précarité, en particulier contre l'usage abusif des journalistes en CDD qu'ils qualifient de véritable « agence d'intérim interne ». Ils et elles mènent aussi un combat moins connu contre l'externalisation : par exemple contre l'humiliation infligée par la direction aux personnes qui s'occupaient du ménage des bureaux dans les étages, qui travaillaient là depuis parfois 25 ou 30 ans... et qui ont été déplacées au sous-sol pour qu'une entreprise extérieure vienne les remplacer ! Radio France en grève... Juste avant toute la France en grève ?

### Soutenez Radio France en lutte

Pour la caisse de grève, chèques à l'ordre de « CCE Radio France dons », CCE de Radio France, 116 avenue du Président-Kennedy, 75220 Paris cedex 16

## À la Une

# Toutes et tous en grève et dans la rue le 9 avril !

*Au deuxième tour des élections départementales, loin de reculer, l'abstention a augmenté, en particulier dans les quartiers populaires et les cités. Moins d'un électeur sur deux est allé voter. Il y a là un désaveu cinglant de tous les grands partis.*

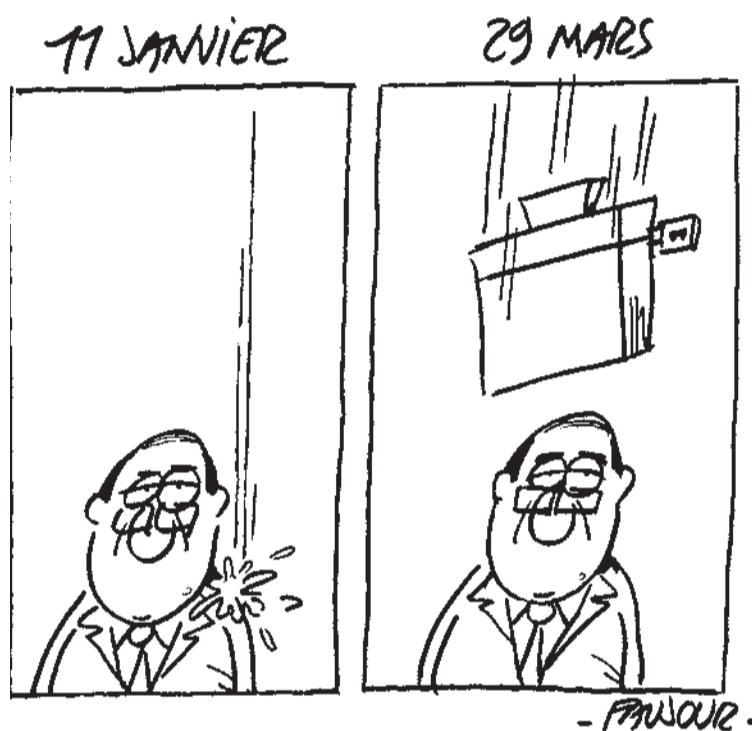
**L**e bluff de Valls et de Hollande ne leur a pas permis de sauver les meubles. Le PS perd plus de la moitié des départements qu'il dirigeait. C'est la droite et Sarkozy qui raflent la mise avec deux tiers des départements. Quant au Front national, il continue sa progression sans réussir cependant à gagner un département.

### « Le cap sera maintenu »

Valls a bien été contraint de le reconnaître, « les Français, par leur vote et même leur abstention, ont dit à nouveau leurs attentes, leurs exigences, leur colère, leur fatigue face à une vie quotidienne trop difficile »... Mais aussitôt il confirme son intention de garder le poste... et le cap ! Ignorant la sanction électorale, invoquant hypocritement la lutte pour l'emploi, il va continuer à diminuer le coût du travail, bloquer les salaires, alimenter le chômage, liquider les services publics... Il prétend se battre contre la montée du FN, mais continue la même politique qui nourrit le désespoir et le mécontentement, terreau de la montée des idées et des forces réactionnaires.

### Droite extrême et extrême droite

Sarkozy plastonne, il peut dire merci au PS. L'alternance est en route, proclame-t-il. L'alternance, c'est-à-dire qu'on change les hommes mais pas de politique. Sarkozy n'a en fait rien à proposer pour sortir le pays de la crise et de la régression sociale. Il profite de l'effondrement du PS et de l'inquiétude que suscite la progression du



FN, tout en déployant sa démagogie sur le même terrain que Marine Le Pen.

Cette dernière n'a pas plus de réponse que Sarkozy. Elle est encore plus démagogique. Mais à défaut d'avoir des réponses, l'un et l'autre ont une politique pour diviser le camp des travailleurs, des classes populaires, en désignant des boucs-émissaires.

### Des surenchères contre les travailleurs et la population

Au-delà de la démagogie électorale, les uns comme les autres rivalisent pour accéder au pouvoir afin de servir les mêmes intérêts sociaux,

ceux des classes dominantes, des patrons et des riches. L'UMP tient le même discours que le PS et Macron. Ils nous parlent du manque de compétitivité de l'économie française qu'il faudrait libérer : supprimer les 35 heures, liquider le code du travail, supprimer les seuils sociaux...

Quoi qu'il dise, Le FN défend les mêmes intérêts, prétendant nous enfermer dans les frontières pour, en censurant la démocratie, nous imposer l'union nationale pour le plus grand profit des patrons en divisant les classes exploitées par le racisme et la xénophobie.

### Construire le 9 avril, préparer les suites

Face à ces surenchères contre le monde du travail orchestrées par le Medef, les frondeurs du PS n'ont pas d'autres perspectives à offrir qu'un nouveau « contrat de majorité » : on prend les mêmes et on recommence. Pierre Laurent, lui, nous invite « à la construction d'un mouvement de gauche, alternatif, ample et populaire, à vocation majoritaire pour ouvrir à nouveau l'espoir », et Jean-Luc Mélenchon à « refonder notre République » et à « une nouvelle alliance populaire, crédible, indépendante de ce gouvernement avec lequel rien n'est possible ».

Tous ont en ligne de mire les élections régionales de décembre, de nouvelles élections dont les travailleurs et les classes populaires n'ont rien à attendre si ce n'est de pouvoir y faire entendre leur colère. Car rien ne changera si, par en bas, sur nos lieux de travail, dans nos quartiers et nos cités, nos lieux d'études, nous ne reprenons pas l'offensive pour affronter ce gouvernement et mettre en échec sa politique. Dans bien des entreprises aujourd'hui ont lieu des mobilisations sur les salaires ou pour l'emploi, c'est là que se prépare l'avenir et que se construit un nouveau rapport de forces. Depuis des semaines, les politiciens occupent la Une. À nous de reprendre l'offensive en faisant de la journée de grève et de manifestation du 9 avril, le point de convergence de tous les mécontentements pour le retrait de la loi Macron, pour les salaires et contre le chômage.

**Yvan Lemaître**

## TUNISIE

# Retour du forum social mondial de Tunis

*Immédiatement après l'attentat du 18 mars au musée du Bardo, les organisateurs du Forum social mondial (FSM) ont refusé de se laisser intimider et ont maintenu l'intégralité du forum, y compris les deux manifestations, en ouverture le 24 mars et en clôture le 28.*

**A**u final, environ 45 000 personnes ont participé au FSM à l'université de Tunis, contre 60 000 en 2013. Le nombre d'étrangers est resté à peu près stable, la diminution de certaines délégations étant compensée par la hausse d'autres, par exemple d'Amérique latine ou d'Afrique, et même une quarantaine de Chine. Par contre, il y a eu une baisse sensible du nombre de Tunisiens, même si le nombre de jeunes du pays hôte marquait l'animation du FSM dans toutes ses dimensions. Deux explanations sont avancées :

les déceptions accumulées sur les perspectives politiques, ainsi qu'une météo exécrable qui empêchait notamment les plus désargentés de dormir sous des tentes.

### Nouveau souffle ?

Une préoccupation devient prégnante parmi les initiateurs des Forums sociaux : quel nouveau souffle serait possible pour cet acquis majeur de « l'altermondialisme » ? Celui-ci reste en tout cas un rendez-vous important pour tous les réseaux de lutte : sur les questions écologiques, paysannes et de souveraineté



La marche du FSM sous les portraits de Chokri Belaid et Mohamed Brahmî, assassinés. DR

alimentaire, féministes, syndicales, de solidarité internationale et pour l'autodétermination des peuples, contre les institutions financières et les multinationales, etc. La question des migrants et réfugiés a été beaucoup plus présente que dans les forums précédents.

À l'heure où ces lignes sont écrites, il est trop tôt pour tirer un bilan plus complet de ce Forum. Dans l'immédiat, nous reproduisons ci-contre une intervention de Fathi Chamkhi lors d'un des nombreux débats concernant la dette.

**Dominique Lerouge et Jacques Babel**

## BIEN DIT

*On a travaillé honnêtement et on a été discriminés, on veut la justice.*

ABDELKADER KARDOUDI, 61 ans, agent d'accueil à Saint-Lazare, recruté en 1973 pour assembler les trains à la gare de triage de Longwy. Il fait partie des plus de 800 cheministes d'origine étrangère ayant porté plainte contre la SNCF pour discrimination : contrat de droit privé, bas niveau de qualification, etc.

# Un monde à changer

**VENI VIDI... VINCI.** Une plainte déposée par une ONG (l'association Sherpa pour la défense des populations victimes des crimes économiques) et la Fédération CGT de la construction vise les activités du groupe de BTP français Vinci au Qatar. Sa filiale QDVC emploie directement 3000 salariés et 6000 dans des entreprises sous-traitantes. «*Les enquêtes menées sur place concluent à l'utilisation par ces entreprises de menaces diverses pour contraindre une population vulnérable à des conditions de travail et d'hébergement indignes et à une rémunération dérisoire*», dénoncent Sherpa et la CGT.

Si footballeurs et spectateurs vont éviter l'été qatari, ce n'est pas le cas des milliers de travailleurs migrants employés sur les chantiers du Mondial 2022. La durée maximale hebdo du travail au Qatar est en principe de 60 heures mais peut atteindre 66 heures, et le salaire mensuel sur les chantiers est de 700 riyals, soit 176 dollars. Les ouvriers sont souvent maintenus dans une

situation de servitude, contraints de vivre et travailler dans des conditions terribles sans possibilité de protester ni de partir, puisque leurs passeports sont confisqués d'entrée par les employeurs. Sherpa et la CGT ont mené une enquête de terrain, difficile, car les migrants sont terrorisés par le risque de représailles s'ils témoignent.

Cette plainte est déposée alors que, le 30 mars, l'Assemblée a commencé à examiner la nouvelle mouture de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales vis-à-vis des activités de leurs filiales et sous-traitants à l'étranger. Ce texte a été considérablement édulcoré par rapport au projet initial : il ne prévoit plus qu'une amende relativement modeste et rend l'imputation de la responsabilité beaucoup plus difficile. Et pourtant, Gattaz et le Medef sont frontalement contre. Une nouvelle leçon de choses : comme en matière fiscale, les patrons préfèrent l'ombre à la lumière, et veulent pouvoir exploiter en paix.

## CRASH DE L'AIRBUS

# Ce que les médias ne disent pas

*Le pilote du vol 4U9515 de la Germanwings a mis fin à ses jours, entraînant 150 passagers et équipage dans la mort...*

Comme pour tout suicide au travail, les patrons et leurs plumitifs n'expliquent cet acte que par la faiblesse psychologique du pilote, sans reconnaître que les facteurs liés au travail interviennent aussi dans cette faiblesse. Avec toutes les méfiances et suspicions lors des futurs contrôles de salariés : pas dépressif, pas musulman, pas rebelle, de sexe bien genré...



Low cost, attention danger! DR

### Low costisation et pression

Germanwings est une compagnie aérienne à bas prix, filiale de la Lufthansa. La guerre des prix qui fait le succès des low cost, cache une guerre des salaires à la baisse, des contrats précaires, des conditions de travail dégradées. En 2013, Lufthansa avait transféré chez Germanwings la plupart de ses vols intérieurs, faisant gonfler sa flotte de 32 à 90 avions, mais avec des salaires inférieurs de 20%. «*Soit ils prendront un contrat Germanwings, soit ils rejoindront les hubs de Francfort et Munich, ou alors ils démissionneront de l'entreprise*», résumait à l'époque le patron, Carsten Spohr... Et pour accélérer le processus, Germanwings devrait laisser la place à la nouvelle «*Eurowings*», avec renégociation à la baisse de nouveaux contrats, pour une baisse de 40% des «*coûts d'exploitation*».

Avec les salaires et le maintien du droit à la retraite à 55 ans, c'est une des raisons qui motivent les grèves à répétition des pilotes de la Lufthansa et de Germanwings. Douze en 2014, et la dernière les 18 et 19 mars dernier, très suivie, à l'appel du syndicat de pilotes Vereinigung Cockpit. Le copilote qui a crashé l'avion se plaignait de la pression. Le journal allemand Bild cite son ex-amie : «*nous avons toujours beaucoup parlé du travail, et là il devenait quelqu'un d'autre, il s'énervait à propos des conditions de travail : pas assez d'argent, peur pour son contrat, trop de pression*... La Lufthansa avance le coût de la formation des jeunes pilotes... mais ils doivent la rembourser par la suite, et le montant est important :

100 000 euros. Sur un salaire de copilote à 3000 euros, il faut donc enlever 1500 euros pendant 15 ans. On est loin du rêve. Et si l'on perd la licence de vol, c'est la ruine ! C'est une des raisons pour laquelle ce jeune a caché son arrêt maladie. Toute ressemblance n'étant pas fortuite, Air France a aussi son projet de développement de filiale low cost, Transavia, ralenti par la grève des pilotes de cet automne.

### Des circonstances dramatiques, mais éclairantes

Pour raison d'économies, c'est avec l'A320 que les compagnies ont imposé le pilotage à deux, au lieu de trois auparavant, en France sous le ministère du communiste Fiterman...

Pour raison de sûreté antiterroriste, le système de blocage de la porte a empêché le commandant de bord de regagner son poste. Pour raison de prétendue supériorité occidentale, on n'a pas tenu compte des nombreux précédents actes suicidaires (Royal Air Maroc en 94, Silk Air en 97 et Egypt Air en 99... et Malaysian en 2014 ?). Les visites médicales, qui avaient lieu tous les 6 mois, sont devenues annuelles, là aussi pour faire des économies.

Ce drame nous frappe aussi parce qu'il est une métaphore du système : piloté par des gens qui ont perdu la raison et qui nous emmènent au crash sans qu'on ne puisse rien faire... D'après son amie, le pilote aurait déclaré : «*Un jour je vais faire quelque chose qui va changer le système, et là on connaîtra mon nom*... ». Nous aussi, nous voulons faire quelque chose pour «*changer le système*», bien sûr par d'autres moyens... Isolés, les salariés en souffrance réagissent pour certains en passant à l'acte de façon désespérée. Notre réponse est tout autre : résister collectivement et changer un système qui nous entraîne dans une spirale suicidaire, entre destruction de la planète, solitude de tous et toutes, et attaques de nos acquis sociaux.

**Jet Aelys**

«*En Tunisie, nous sommes accablés par cette plaie qu'est la dette. On a fait une révolution, mais la dette est toujours là. Aujourd'hui la Tunisie est en crise et dans l'impasse. Elle est en quelque sorte coincée par deux intégrismes : l'intégrisme religieux, et l'intégrisme du néolibéralisme qui a fait tant de mal au peuple tunisien, qui l'a saigné à blanc, notamment à cause de la dette. La dette est un outil de pillage, mais c'est aussi un outil de domination politique. À travers la dette, les multinationales et les États impérialistes imposent un régime néocolonial. Ils remettent en cause notre souveraineté nationale et nous empêchent d'avancer vers l'émancipation sociale. À en juger par le mécontentement actuel, la rage qui existe dans le cœur des Tunisiens, on est en droit de se demander si nous n'allons pas*

*vers une seconde révolution. En ce moment, il y a par exemple un mouvement de grève très important des enseignants du second degré. Ils sont 90 000 et ont fait une série de grèves de 48 heures. Puis ils ont refusé de faire passer les examens trimestriels. Leur syndicat UGTT a décidé d'appeler à boycotter également les examens du troisième trimestre, ainsi que les examens nationaux si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. J'ai cité ce mouvement social pour montrer combien les Tunisiens aspirent au changement. Il s'agit d'un désir énorme qu'ils ont exprimé à plusieurs reprises. Mais la dictature de la dette est là. L'économie et la société tunisienne ont été restructurées de façon à rendre le pays «*addict*» à la dette. Ce système qui nous a été imposé nous a fait beaucoup de mal, il a causé beaucoup de ravages sociaux.*

*L'Union européenne décide à la place des Tunisiens : elle donne ses ordres et le gouvernement les exécute, ne faisant que gérer les affaires courantes en se moquant royalement de l'expression démocratique des citoyens tunisiens. Le FMI, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement disent tous dans leurs discours qu'ils sont pour l'aide, les réformes, leur désir de faciliter la transition démocratique. Mais ils sont les premiers à leur barrer la route. Nous menons la bataille contre la dette depuis le départ du dictateur. Nous disons aux Tunisiens que Ben Ali n'était qu'un paravent qui cachait la vraie dictature. Aujourd'hui, avec ses 15 députés, le Front populaire continue cette lutte. Et l'opinion publique, les classes laborieuses et la jeunesse doivent s'approprier cette question.*

*À l'image de la Grèce et peut-être un peu plus encore car nous subissons cette dictature néolibérale de la dette depuis 29 ans, la Tunisie est aujourd'hui à la croisée des chemins : ou bien ce sera l'impasse, et tous les dangers comme on l'a vu avec le terrible attentat terroriste du 18 mars dernier ; ou bien ce sera l'alternative, en avançant dans ce changement que veut la grande majorité des Tunisiens. Et nous sommes déterminés à faire triompher cette deuxième voie, comme nous l'étions face à la dictature de Ben Ali. Nous sommes décidés à ôter de notre route tous les barrages qui l'obstruent, en commençant par la dictature que nous impose la Commission européenne.* »

**Fathi Chamkhi**

(Député du Front populaire, militant de la LGO et animateur de Raid/Attac/CADTM Tunisie)

## Le chiffre

### Entre 10000 et 20000

*C'est le nombre de personnes que le chômage et ses multiples conséquences tueraient chaque année en France, selon l'estimation d'une étude sur la santé des chômeurs dirigée par Pierre Meneton, chercheur à l'Inserm. Rappelons que le nombre des chômeurs est reparti à la hausse et atteint des niveaux records : 5,26 millions au total, dont 3,94 millions sans aucune activité, même très courte.*



## Agenda

**Samedi 4 avril, réunion débat du NPA, Annecy.** Avec Philippe Poutou, à 16h30, salle Denviollet, rue Louis-Armand-Novel.

**Samedi 4 avril, assemblée publique «*Ensemble contre tous les racismes et le fascisme*», Saint-Denis.** À 15h, Bourse du travail de Saint-Denis (M° Porte-de-Paris).

**Mardi 7 avril, meeting unitaire «*Non à la loi Macron, non aux politiques d'austérité*», Paris.** À l'appel du collectif 3A, avec Olivier Besancenot pour le NPA, à 19h Gymnase Japy, 2 rue Japy, M° Voltaire ou Charonne.

**Vendredi 10 avril, rencontre débat, librairie La Brèche.** Présentation du livre *Capital santé. Quand le patient devient client* par son auteur Philippe Batifoulier, à 18h à la librairie.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*Le juge considère qu'un licenciement économique est justifié seulement si la situation économique de l'entreprise lui semble compromise. (...) Cela constitue un frein majeur aux embauches, particulièrement celles des jeunes et des seniors (...).*

«*Pour un Jobs Act à la française*», une tribune d'économistes (dont Jean Tirole, le prix Nobel d'économie...) publiée dans *Les Échos* du lundi 30 mars, dans laquelle ils proposent une «*simplification du contrat de travail*». Ce vendredi 3 avril se tiendra la Conférence sur la sécurisation de l'emploi, au sein de laquelle, n'en doutons pas, le Medef fera tout pour mettre à mal ce «*frein majeur*» à l'emploi...

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## ÉCOLE La traque aux « djihadistes » est lancée!

Depuis le 9 février se déroulent un peu partout en France « les Assises de l'école et de ses partenaires pour les valeurs de la République ». Lancées en grande pompe par la ministre Vallaud-Belkacem, ces assises marquent le début d'un vaste plan d'embrigadement des personnels de l'éducation et des jeunes, de l'école primaire à la terminale!

Milliers de professeurs « formateurs » vont recevoir en exclusivité jusqu'à la fin du mois d'avril les préceptes du nouveau catéchisme ministériel afin qu'ils puissent les délivrer à leur tour à 300 000 enseignants... qui devront les faire ensuite rentrer à coups « d'enseignement moral et civique » dans la tête de millions d'élèves afin de « rétablir l'autorité des maîtres et les rites républicains ». Alors que des enseignants ont été sanctionnés par des suspensions de salaire et menacés de révocation, que des lycéens ont été exclus de leur établissement pour avoir manifesté leur réticence à être soumis au diktat du « sois Charlie et tais-toi », ce déferlement de propagande dégoulinante à la gloire de la patrie et de l'autorité comme on ne pensait plus en voir après 68, pourrait faire sourire, s'il n'était pas assorti d'un appel à la délation de la part des enseignants vis-à-vis de leurs élèves qu'ils pourraient soupçonner « de djihadisme ». Rien que ça!



Quand l'État fait campagne... DR

### Signes extérieurs d'apprentiE terroriste...

Ainsi, « un livret opérationnel de prévention et de lutte contre les phénomènes de radicalisation » a été publié. Dans ce livret (il faut se persuader qu'on n'a pas sous les yeux le scénario d'une mauvaise série B réalisée au temps de George W. Bush), on peut lire que « parfois difficile à repérer, le processus de radicalisation se traduit le plus souvent par une rupture rapide. Si un seul indice ne permet pas de conclure à la radicalisation, les changements de comportement suivants peuvent attirer l'attention ». Et plus loin sont cités péle-mêle: « l'abandon des activités périscolaires, les contestations répétées d'enseignements, la multiplication des absences, la déscolarisation soudaine, la rupture avec la famille, les tentatives de fugue, de nouveaux comportements dans les domaines suivants: alimentaires, vestimentaires, rejet et discours de condamnation de la société occidentale concernant son organisation, ses valeurs, ses pratiques (consommérisme, immoralisme...), le rejet systématique des instances d'autorité, le repli sur soi, le mutisme, l'intérêt soudain pour telle religion ou telle idéologie », autant de facteurs devant déclencher la suspicion à l'égard d'un élève.

Alors que de tels signes visibles chez des adolescentE peuvent être tout aussi bien le fruit d'un malaise social ou psychologique, d'un rejet salvateur de l'autorité scolaire et de la morale familiale, ou bien de l'engagement politique vers des idées d'extrême gauche, le livret ne fait pas dans la nuance puisqu'il renvoie à l'obligation pour les enseignants de signaler ces comportements... au procureur de la République, et même de compléter directement un formulaire de délation en ligne à l'adresse suivante: [www.stop-djihadisme.gouv.fr/formulaire...](http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/formulaire...) hébergé par le site du ministère de l'Intérieur. La boucle est bouclée: on est d'abord suspecté de ne pas être dans le moule, puis on est dénoncé comme « djihadiste ». On peut facilement imaginer contre quels élèves cette suspicion va s'exercer en priorité!

Il est plus qu'urgent que les syndicats de l'éducation dénoncent cette attaque sans précédent contre la liberté d'expression des jeunes scolarisés et appellent l'ensemble des personnels à refuser d'appliquer ces mesures liberticides et discriminatoires.

Marie-Hélène Duverger

## DROITE ET FN La courte échelle

Les départementales ont revêtu un enjeu national. La nouvelle règle imposant la parité absolue des candidatEs aurait pu être un élément fort de ce scrutin, mais c'est surtout l'agenda électoral, des régionales de décembre aux présidentielles de 2017, qui lui a donné une valeur de test. La défaite de la gauche, la victoire de la droite et le fait que l'extrême droite ne gagne aucun département, semble annoncer le retour de l'alternance « gauche »/droite fixée par la 5<sup>e</sup> République. Mais est-ce vraiment le cas?

De retour à la tête d'une UMP extrêmement divisée politiquement et affaiblie par les affaires, Sarkozy s'était fixé l'objectif de rassembler un électorat déboussolé et attiré par les thèses frontistes.

### La droite dure gagne au centre?

Son programme d'opposition dure au gouvernement emprunte franchement à celui du FN, autour notamment de ses trois thèmes de prédilection: l'immigration, même si les propositions en la matière ne sont pas complètement les mêmes, l'identité nationale et la sécurité des Français. Côté social, avec un vocabulaire parfois différent, c'est bien l'intérêt du patronat que défendent les deux formations. Un score honorable autour de sa ligne devait permettre à Sarkozy de se propulser à la candidature pour la présidence de la République. C'est chose faite: en profitant de la débâcle de la gauche, il devient ainsi le patron de l'opposition. Est-ce à dire que sa stratégie a réussi? Rien n'est moins sûr.

En effet, au premier tour, les meilleurs scores de la droite l'ont été dans les cantons où elle se présentait unie. Unie et multiple, avec l'UDI, le Modem ou des formations de centre droit en désaccord avec le positionnement politique de Sarkozy, notamment contre sa



Oui la France forte! DR

porosité avec les thèses frontistes et contre le ni/ni, la consigne de vote de second tour. Ainsi pour le « 3<sup>e</sup> tour » des départementales, ces divisions pourraient conduire à la mise en concurrence de candidats de droite pour la présidence des conseils départementaux.

À cette étape, et grâce notamment à la porosité des votes entre l'UMP et le FN, Sarkozy a gagné. L'UMP apparaît comme un parti institutionnel, en capacité de gouverner, il bénéficie du soutien de baronnies qui pèsent lourd dans les élections locales, le FN non. Mais dans le contexte d'une crise de régime profonde, avec son orientation, son électoral, son dynamisme, sa

position de 3<sup>e</sup> force, c'est le FN qui polarise les débats et les divisions au sein d'une droite toujours en crise.

### Au FN, une stratégie gagnante

Avant même les résultats, Marine le Pen a annoncé que son objectif n'était pas forcément de gagner des départements mais de continuer le maillage social et politique des territoires... Avec 62 conseillers départementaux et des scores au second tour qui se maintiennent à 25%, un niveau historique au niveau local, ce vote devenu structurel vise à casser la bipolarisation UMP/PS et à engranger les moyens de gagner demain.

Ses atouts sont nombreux. La jeunesse de ses militants d'abord: les

candidats du FN avait la moyenne d'âge la plus basse, dont une partie seront demain les cadres du parti. De gros financements publics ensuite: avec 23 élus au Parlement européen et ses scores aux départementales, le FN est un parti riche. Et puis la méthode: centralisation du parti, formation, travail sur le terrain, tous les terrains, même celui du travail ouvrier. Ainsi, il confirme son implantation dans le sud-est, dans l'est et le nord, mais surtout il atteint aujourd'hui de nouveaux territoires à l'ouest et au sud-ouest. En plus de ceux des zones paupérisées ou rurales, il séduit des électeurs de la bourgeoisie, des catholiques, des cadres.

Le FN est en phase avec les idées dominantes les plus réactionnaires dans la société: le racisme, la faute aux étrangers, les « assistés » non méritants, l'insécurité... C'est aussi ce qui entraîne la porosité des électeurs: ainsi, au premier tour, c'est dans les cantons les plus sarkozystes en 2012 qu'il fait les meilleurs scores. Le « camp patriote » et le « rassemblement de toute la droite contre la gauche » marquent des points dans un électoral désabusé par des années d'abandon par les différents pouvoirs, et qui cherche une issue qui peut lui sembler crédible parce que « nouvelle »... L'extrême droite réussit ce que ne réussissent plus du tout les partis institutionnels: faire rêver, faire espérer un avenir meilleur pour soi-même... fusse-t-il au détriment des autres!

Au-delà de ces échéances électorales, nous devons agir. Contre « l'air du temps », sur les terrains concrets de la solidarité, pour rassembler notre camp sur des mobilisations sociales qui marquent, proposer des imaginaires politiques à notre classe, refonder ensemble une conscience collective, une fierté. Le temps presse.

Roseline Vachetta

## FRONT DE GAUCHE Combien de divisions?

Contrairement aux dernières municipales, le Front de gauche avait fait stratégie commune face au PS pour le premier tour des départementales. Mais cet accord aura été de courte durée, se fracassant en particulier sur les choix du PCF pour sauver un maximum d'élus.

À la suite du premier tour des élections départementales, la représentation départementale du Front de gauche était d'ores et déjà affaiblie. 22 départements n'avaient plus, dès le premier tour, d'élus à la gauche du Parti socialiste, et le second tour se présentait très difficile pour une majorité de candidatEs toujours en lice. Face à cette situation, les désaccords ont de nouveau éclaté.

### Il faut sauver le soldat PCF

Prenant prétexte des dangers du retour de la droite et de la montée du FN, le PCF a renouvelé pour le second tour le rassemblement avec le PS, affirmant que: « Quand nous sommes devant le danger devant lequel nous nous trouvons, c'est-à-dire beaucoup de départements qui peuvent passer à droite, voire des départements qui peuvent être gagnés par le Front national, moi je dis qu'il ne faut pas négocier avec le fait de faire barrage à cela. » (Pierre Laurent).

Dès le début, le Parti de Gauche a refusé cette stratégie de rassemblement pour faire barrage aux candidatEs de droite. Éric Coquerel écrivait: « le traditionnel désistement républicain n'a guère de sens



Continueront-ils à manifester derrière une même banderole? PHOTO:ÉRIQUE ROUGE/AUCE D

quand des candidatEs « de gauche » soutiennent un gouvernement qui fait une politique de droite ». Un désaccord allant jusqu'au refus du PG de donner une consigne de vote dans les duels gauche-droite: « ce sera donc aux candidatEs du PS de convaincre nos électeurs de l'utilité de voter pour eux contre la droite », car « la situation réclame une grande lisibilité ».

Une position peu entendue par la direction du PCF, allant même dans certains cantons, comme à Montreuil ou à Saint-Denis, jusqu'à imposer le retrait des candidatEs FdG... face au PS. Des accords PS-PCF de retrait réciproque faits semble-t-il dans le plus grand secret, mettant encore plus à mal l'unité et la crédibilité du FdG, comme l'indique Ensemble

Saint-Denis dans un communiqué: « On ne construit rien en capitulant et en signant des accords avec le PS, dans le secret, sans même en informer les partenaires du Front de gauche ». Ambiance...

### Stratégie perdante?

Le Front de gauche comptait 234 conseillers généraux (dont 220 communistes) répartis dans 61 départements avant le scrutin. Au soir du second tour, il ne lui en reste que la moitié, pour l'essentiel perdus dès le premier tour, et n'est plus présent que dans une petite trentaine de départements. Il était à la tête de deux départements, il conserve de peu le Val-de-Marne et perd l'Allier. En regardant d'un peu plus près, il perd proportionnellement presque autant de sièges que le PS (24,8%).

Pourtant, le « PCF et le Front de gauche sont donc la 3<sup>e</sup> force politique en termes d'élus, derrière l'UMP-l'UDI, le PS, et loin devant le FN », se félicite le PCF dans un communiqué. Une piètre consolation alors que les départementales confirment le rejet du gouvernement, du PS et de l'ensemble de ses alliés...

Sandra Demarcq



# MAROC Hier et aujourd'hui, le pouvoir réprime

En mars 1965, à coup de blindés et mitraillettes, l'État réprimait les manifestations déclenchées par une mesure de restriction à l'accès à l'éducation pour les lycéens, manifestations auxquelles s'étaient greffés les chômeurs et travailleurs des quartiers populaires et bidonvilles.

La journée du 23 mars fut sanglante, notamment à Casablanca (on parle de mille morts dont beaucoup enterrés dans des fosses communes). Hassan II déclarait le 30 mars : « il n'y a pas de danger plus grave pour l'État que celui de soi-disant intellectuels. Il vaudrait mieux que vous soyez illettrés »... La nature réelle du pouvoir se révélait : une dictature qui a su inverser le rapport de forces en sa faveur.

## Après l'indépendance, le désenchantement

Durant la décennie 1956-1965, il y avait eu le démantèlement des armées de libération au Nord comme au Sud, armées qui estimaient que le combat pour l'indépendance n'était pas achevé et devait se poursuivre à l'échelle du Maghreb. En 1962, la Constitution posait les bases d'une monarchie despotique. Le mouvement syndical connaissait une scission mais surtout un processus de bureaucratisme accéléré, une dépolitisation de l'action revendicative, en échange de privilèges matériels considérables. L'Union nationale des forces populaires (UNFP), principal parti d'opposition, a été paralysée, en raison de l'arrestation de milliers de militants, de ses ambiguïtés stratégiques et divisions entre ailes radicales et réformistes. Son principal leader

en exil, Ben Barka, sera enlevé et assassiné en octobre de la même année. La monarchie a su reconstruire ses bases sociales d'appui autour des grands propriétaires fonciers, restructurer l'appareil d'État et l'armée dirigée par des officiers liés autrefois à l'armée coloniale et avec le soutien matériel de l'État français. Moins de 10 ans après l'indépendance formelle, l'irruption populaire témoignait d'un désenchantement : ni avancées sociales ni libertés démocratiques. Ce désenchantement traduisait le divorce grandissant entre le pouvoir et la population, mais aussi le décalage entre les oppositions et les majorités populaires.

## Radicalisation après le mouvement

Le 7 juin 1965, Hassan II impose un « État d'exception » inaugurant la longue nuit des années de plomb. La répression massive devient une norme de gouvernement. Néanmoins, cette séquence ouvre aussi un processus de radicalisation. Une partie de la jeunesse du parti communiste marocain et de l'UNFP s'interroge sur leur passivité et participation au fameux colloque d'Ifrane, sous le patronage de Sa Majesté, colloque censé traiter des problèmes de l'éducation nationale alors que le sang n'avait pas fini de sécher dans les rues de Casablanca.



Des anciens résistants cherchent aussi une autre voie. L'impact le plus visible de ce processus est dans l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM) et chez les lycéens. Dès 1966-1967 se forment les noyaux révolutionnaires, pour beaucoup d'obédience marxiste-léniniste. Le contexte régional et international pèse également. La « nouvelle gauche » se constitue officiellement en 1970, dont une des composantes s'est appelé « Mouvement du 23 mars ».

## Aujourd'hui, un maillon du néocolonialisme français

50 ans après, la monarchie, en plus d'être absolue, est une des composantes principales de la bourgeoisie. La plupart des partis sont domestiqués. Si le niveau de répression n'est plus le même, ce n'est pas en raison d'une démocratisation du régime mais de sa capacité à développer une stratégie de cooptation, de paix sociale clientéliste et à isoler les luttes. Mais l'ensemble

des responsables des années de plomb sont toujours en place, et la répression est quotidienne.

À leur tour, les processus de lutte ont évolué : ce n'est pas sous forme d'émeutes mais de contestations de masse prolongées que les résistances se déploient, ce n'est pas à travers un prisme idéologique mais bien souvent autour des questions sociales et démocratiques concrètes que toute une nouvelle génération se politise.

Le 22 mars 2015, à l'appel de courants radicaux de l'UNEM et avec le soutien de la gauche de lutte a eu lieu une manifestation à Rabat, à la mémoire du 23 mars 1965 mais aussi contre la privatisation de l'enseignement public et la militarisation des facultés. En soutien aussi aux prisonniers politiques dont certains sont en grève de la faim.

Dans ce contexte, la décision de l'État français d'accorder une légion d'honneur à un tortionnaire avéré – Abdellatif Hammouchi, directeur général des services de renseignements – apparaît comme un droit à l'impunité accordée à l'État marocain. Une complicité néocoloniale tant la monarchie relaye les intérêts des entreprises du Cac 40, de la Françafrique et les exigences de l'Europe forteresse. Par la solidarité internationale, c'est ce lien qu'il faut briser.

Chawqui Lotfi

# VENEZUELA Contre l'agression impérialiste

Le gouvernement d'Obama vient de faire un saut dans sa politique d'agression du Venezuela. Le 9 mars, « Moi, Barack Obama, je considère que la situation au Venezuela constitue une menace pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis », a déclaré le Président des États-Unis.

Celui-ci vient aussi de signer un décret imposant des sanctions à sept hauts fonctionnaires vénézuéliens accusés d'avoir violé les droits de l'homme. Dans un passé récent, des pays comme l'Iran, la Birmanie, la Russie ou la Syrie ont aussi été traités de cette manière. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de cette décision, même si une intervention militaire ne semble pas à l'ordre du jour. Par ailleurs, l'Europe et le gouvernement français viennent de prendre le même train à leur manière. Le 12 mars, le Parlement européen a demandé la liberté des « prisonniers politiques » en condamnant le gouvernement Maduro. Le PS français a voté cette résolution. De son côté, Felipe Gonzalez a été nommé avocat



Maduro-Obama, la tension monte... DR

de ces prisonniers avec l'accord du gouvernement Rajoy. La droite et la gauche s'accordent sur cette intervention, au nom bien entendu des « droits de l'homme ». Au

final, Total et Repsol ont les mêmes intérêts... Nous condamnons avec fermeté et sans condition cette intervention impérialiste et la complicité de notre gouvernement. L'Amérique latine n'est pas l'arrière-cour des USA.

## Une crise générale

La crise au Venezuela est un maillon de la crise d'ensemble des gouvernements nationalistes et progressistes de l'Amérique latine (Brésil, Argentine, Venezuela, Équateur, Bolivie). Et le régime de Maduro est particulièrement touché. Le pays connaît une inflation proche de l'hyper-inflation, et dans le même temps une pénurie alimentaire et de toutes sortes de produits. Le salaire réel et les conditions de vie de la population se dégradent. La chute du prix du pétrole a accéléré l'absence de contrôle des mécanismes économiques par le gouvernement. La fuite des capitaux entre 2003 et 2013 est estimée à 150 milliards de dollars, sur la base de la différence entre marché noir et marché officiel du dollar. Une bourgeoisie parasitaire s'est enrichie, et le gouvernement s'est refusé à la nationalisation de la banque et du commerce extérieur.

Le chavisme a essayé de redéfinir les relations avec l'impérialisme sur la base d'une autonomie élargie et des accords avec les autres gouvernements de l'Amérique latine. Les collisions avec Washington ont été dures. Une partie croissante des classes dominantes s'est affrontée avec le gouvernement (même en faisant des affaires) parce que il se montre incapable d'un minimum de stabilité. Et les élections de septembre prochain risquent de n'apporter aucune solution politique à la crise.

## La seule réponse est la mobilisation

Pour l'instant, la réponse du gouvernement Maduro à l'offensive impérialiste et bourgeoise a été bureaucratique. Il a demandé des lois qui devraient lui permettre de gouverner par décret, et a répondu aux manifestations de rue de l'opposition par la répression. Ce n'est pas ce chemin qui peut permettre de défaire la droite. Les courants de la gauche critiques du gouvernement comme Marea Socialista, soulignent qu'un programme économique d'austérité est en préparation. Le mouvement ouvrier est aussi réprimé. Le gouvernement d'Obama continue ses négociations avec Cuba, en même temps qu'il frappe le Venezuela. Tant dans le pays que dans toute l'Amérique latine, seule la mobilisation populaire pourra arrêter l'agression impérialiste.

Notre orientation est claire : solidarité contre l'agression impérialiste, mobilisation ouvrière et populaire ; luttons contre la crise capitaliste, pour le socialisme. Marcelo N.

# IRLANDE Touche pas à mon eau!

Au pays de la Guinness, une mobilisation populaire grandit face à la décision du gouvernement de rendre l'eau du robinet payante. Décision imposée par le FMI et la troïka, la mobilisation élargit ses revendications, contre l'austérité et le gouvernement.



« On ne paye pas l'eau, seulement la bière ». DR

Ce 21 mars, ils étaient plus de 80 000 personnes dans les rues de Dublin à dire non à la fin de la gratuité de l'eau. L'Irlande était le dernier pays de l'Union européenne à faire exception en matière de service public de l'eau. En effet, cette dernière était gratuite suite à une mobilisation au milieu des années 90, avec boycott des factures dans quelques villes d'Irlande, obligeant le gouvernement d'alors à graver dans le marbre la gratuité par une loi de 1997. Jusqu'à aujourd'hui, l'eau était donc payée par l'impôt. Mais la crise de 2008 est arrivée et les plans de sauvetage des banques irlandaises (30 milliards d'euros) amenèrent comme partout en Europe leur lot de mesures d'austérité. Seul pays à ne pas faire payer l'eau aux usagers, dans une Europe dominée par les marchands d'eau comme Veolia et Odeo (Suez), la soif des capitalistes ne pouvait se satisfaire de cette situation.

Malgré la fin du marasme économique, puisque l'Irlande renoue avec la croissance, une des plus fortes d'Europe, cette mesure arrive après le déluge. En effet, les Irlandais ne voient pas les retombées de cette croissance, le chômage dépassant toujours les 10%. Les mesures austéritaires ont été des plus douloureuses : les banques ont récupéré 64 milliards d'euros d'aides publiques en 2008 (30% du PIB, 15 000 euros par Irlandais), baisse de 10% du salaire minimum, de 20% du salaire des fonctionnaires, hausse de la TVA et des taxes indirectes (alcool,

tabac, électricité), coupes de 25% du budget des services publics, augmentation du temps de travail, de 35 à 37,5 heures dans le public...

## Une mobilisation historique

La coupe était donc bien pleine. Le paiement de l'eau devrait coûter 280 euros minimum par foyer (de 4 personnes), la mesure prévoyant la gratuité des 30 000 premiers litres d'eau. Les premières factures doivent arriver ce mois d'avril et, depuis septembre, la mobilisation ne faiblit pas : ce sont des centaines de milliers de personnes qui se mobilisent

chaque mois, cela dans un pays de 4,5 millions d'habitants...

L'argument donné par le gouvernement pour masquer son allégeance aux vautours de la troïka est une meilleure gestion de la ressource et de sa qualité. Dans un pays qui ne manque pas d'eau, cela ne passe pas du tout. L'équipement en compteurs d'eau doit coûter plus de 540 millions d'euros à l'État, et les interrogations sur l'avenir de Irish Water, société créée pour l'occasion, sont importantes, avec le risque d'une future privatisation. Nul doute que la troïka n'a pas imposé cette mesure, qui coûte

cher en investissement public, pour le seul plaisir de créer un service public, alors que tous sont rabotés ou privatisés... Le nom de Veolia circule déjà, la firme française leader mondiale étant déjà bien installé sur l'île. En attendant, le gouvernement, qui attendait le retour de 2 millions de formulaires d'enregistrement auprès de Irish Water n'en a reçu que la moitié, différents mouvements appelant au boycott avec un certain succès. Et la mobilisation prend de plus en plus une dynamique de manifestation contre les politiques d'austérité menées par le gouvernement, et appelant même à la démission de ce dernier. 76% des Irlandais se déclarent opposés au projet et 54% se déclarent prêts à ne pas payer ces nouvelles charges. Dans un pays où le non à la Constitution européenne l'avait emporté avant de passer en force, la classe politique et le gouvernement tremblent devant la mobilisation populaire.

Premier dans l'opposition, le Sinn Fei tire pour l'instant les marrons du feu, en étant très présent dans les mobilisations, mais l'alliance anti-austérité (AAA) constituée il y a un an, en partie animée par le Socialist Party, rencontre de plus en plus de succès. Thibault Blondin

# Aux origines du syndicalisme de métier

Au plus loin de l'histoire du travail, celles et ceux exerçant un même métier ont éprouvé le besoin de se regrouper en association...

Les Collèges romains, Confréries du Moyen Âge, Corporations de l'Ancien Régime et le Compagnonnage ont été quelques-unes des concrétisations de ce besoin. Les Corporations, florissantes du 15<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> siècle, regroupaient les maîtres, les compagnons et les valets. Réglementation rigoureuse, cloisonnement, privilèges constituaient un obstacle à toute évolution économique. Le Compagnonnage qui se développe du 17<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle, regroupe exclusivement des salariéEs appartenant pour l'essentiel au même métier ou à des métiers voisins. Il est empreint d'un esprit de solidarité, parfois teinté de religion, qui s'affirme notamment lors du Tour de France au cours duquel le compagnon parfait sa formation, et est assuré d'un accueil et d'une embauche pendant tout son voyage.

## La condition ouvrière révolutionnée

La Révolution française n'a pas seulement renversé un régime politique, elle s'est aussi attaquée aux communautés de métiers, ouvrant la voie à de nouvelles relations sociales inscrites dans un nouvel ordre économique. Les Corporations furent abolies, avec la volonté d'une liberté totale pour assurer les droits égaux de tous les citoyens. Il s'agit de faciliter les évolutions économiques en prenant le parti du libéralisme : « *Il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général... C'est aux conventions libres d'individu à individu, à fixer la journée pour chaque ouvrier* » (loi Le Chapelier 1791).

La condition ouvrière connaît une période dramatique avec le développement des manufactures aux conditions de travail dramatiques, pour des salaires de misère. Les révoltes se multiplient, dont celle des Canuts au cri de « vivre en



Congrès constitutif de la CGT à Limoges en 1895.

travaillant ou mourir en combattant ». La répression est sauvage. C'est dans ces années que Flora Tristan s'engage dans un « tour de France » de la souffrance ouvrière dont elle tirera entre autres la leçon que : « *L'affranchissement des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. L'homme le plus opprimé peut opprimer un être, qui est sa femme. Elle est le prolétaire du prolétaire même* ».

## Premiers droits à l'organisation

Si les ouvriers participent aux journées de février 1948, ils n'en retirent aucun progrès social. Il faut attendre 1864 pour qu'une loi supprime le délit de coalition. Si le droit d'association reste prohibé, des associations se créent, tolérées par le gouvernement, certaines se fédèrent : cuirs et peaux, typographie, chapellerie... En cette même année, le Manifeste des soixante, tout en s'opposant à l'action gréviste revendique l'expression politique du salariat pour « *assurer son émancipation* » dans une « *société future fondée sur le droit commun* ». En 1864 encore, se crée à Londres le 28 septembre l'Association internationale des travailleurs, héritière du chartisme anglais et issue de

l'Adresse des trade-unionistes anglais aux ouvriers français et du Manifeste des soixante. Sa déclaration, rédigée par Karl Marx, se termine par « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* ». L'AIT regroupe partis, syndicats et coopérative et milite pour « *la protection, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière* ». Elle soutient des grèves, ce qui lui vaut procès et dissolution en 1868.

Les grèves se multiplient en 1869 et les premiers mois de 1870 voient une activité grandissante de l'Internationale qui revendique 275 000 adhérents et dont les sociétés ouvrières s'implantent partout, dans tous les métiers. La guerre de 70, suivie de l'insurrection communarde et de la sanglante répression versaillaise, interrompt brutalement mais momentanément la marche vers la construction du mouvement syndical.

## Vers la CGT

Dès 1875, on comptait 135 chambres syndicales. Si le congrès de Marseille en 1879 marque un tournant vers le collectivisme, les fédérations ouvrières refusent toute inscription du syndicalisme dans la loi, de crainte de la mise en place d'un contrôle policier. En 1881, on compte 138 associations patronales. Le 21 mars 1884 est promulguée la première loi autorisant les syndicats et leur regroupement en unions. En 1892, à Marseille, est adoptée la nécessité de la grève générale pour assurer l'émancipation des travailleurs ; en 1894, à Nantes, est décidé que le congrès suivant serait organisé par un Comité national composé de trois membres de la Fédération des bourses du travail et de trois membres de la Fédération des syndicats et d'un membre de chaque fédération d'industrie. La Confédération générale du travail est sur les rails...

Robert Pelletier

En cette année 2015, la direction confédérale CGT a lancé une grande commémoration du 120<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de la Confédération générale du travail.

En crise depuis la fin des années 1970, le syndicalisme s'interroge, tente de se remettre en question. Les confédérations généreusement qualifiées de réformistes (CFDT, CFE-CGC, CFTC), ont résolu la question en s'alignant de plus en plus ouvertement sur la politique d'un gouvernement lui-même de plus en plus au service du patronat. Force ouvrière reste dans le double langage : radicalité dans le discours, capitulation dans les actes. Du côté de la FSU, avec la résignation, produit des échecs des batailles précédentes, un accord de fond avec le pouvoir sur nombre de questions, et une certaine forme de passivité, cela frôle la complicité... Intégrant en partie cette résignation et empêtré dans les premiers effets et méfaits du conservatisme d'appareil, Solidaires peine de son côté à conserver une orientation combinant radicalité et ouverture au-delà du monde du travail. Dans la CGT, la crise provoquée par les frasques de son secrétaire général a relancé les débats sur le fonctionnement et l'orientation. Au congrès de la fédération santé qui vient d'avoir lieu, dans le prolongement de ceux des banques et assurances et du commerce l'an passé, les directions sortantes ont été remises en cause. Questions de fonctionnement, de démocratie mais aussi (comme dans le cadre des affaires Lepaon) questions d'orientation. Les difficultés de mobilisation, voire les échecs, interrogent nombre de militantEs sur les politiques fédérales, confédérales, imprégnées de dialogue social.

Le retour aux principes à l'origine de la CGT ne résoudrait pas magiquement les problèmes d'aujourd'hui. Mais l'indépendance par rapport à l'État, au patronat, l'internationalisme, les rapports entre le syndicalisme de « métier » et l'interprofessionnel, les mouvements sociaux hors entreprise pourraient utilement être (ré) interrogés. L'Anticapitaliste commence ici par un retour en arrière, aux origines.

Robert Pelletier



# Les bourses du travail, la solidarité agissante

Les premières bourses du travail apparaissent en 1887, et en 25 ans il va s'en créer 153<sup>1</sup>. Nées du besoin d'unifier les travailleurs et aussi de généraliser le placement gratuit, elles se créent à l'initiative des syndicats qui font pression sur les municipalités pour obtenir locaux et financement.

Le mouvement est soutenu par les candidats républicains, radicaux et socialistes contre la droite : « *Les pétitionnaires veulent un palais, à l'écart de l'œil de l'administration et des gendarmes. Bientôt ils demanderont une garde civique ! De telles prétentions sont de nature à troubler la société, car elles constituent des actes révolutionnaires*. »<sup>2</sup> Pourquoi le placement gratuit ? Le marché du travail est totalement soumis à la loi de l'offre et de la demande, l'embauche se fait directement dans l'entreprise, sur le chantier, ou par l'intermédiaire de bureaux de placement privés payants. Au fil du temps cette fonction va se nationaliser,

avec des échanges plus ou moins efficaces des données statistiques sur les emplois vacants entre les bourses. Certaines créent un secours de route pour les syndiqués, le « viaticum ». Les bourses mettent fin à l'isolement des syndicats, permettant un soutien des ouvriers en lutte, accueillant les comités de grève, les assemblées générales, organisant les « soupes communistes », « l'exode » d'enfants, les fonds de solidarité, et mettant à disposition des grévistes l'expérience de ses militants. Elles organisent la défense juridique devant les prud'hommes, fournissent la documentation juridique et l'assistance d'un avocat-conseil. Elles sont donc un centre de

résistance très important dans le soutien à la combativité ouvrière, qui se conçoit comme une école de formation à la conscience révolutionnaire, qui s'efforce d'apporter des réponses concrètes aux questions, qui développe une activité dans la culture (bibliothèques, conférences) et la formation (syndicale mais aussi professionnelle).

## La question de l'unité ouvrière

Dès sa création, la fédération nationale des bourses prend des orientations syndicalistes révolutionnaires largement nourries d'un rejet de la politique, d'opposition à l'ingérence des municipalités et de l'État dans la gestion des bourses. Lors de son deuxième congrès (1893), elle adopte à l'unanimité

moins une voix le principe de la grève générale comme moyen d'action révolutionnaire : « *quand les mineurs s'arrêteront d'extraire du charbon, quand les cultivateurs, les industriels, les boulangers ne voudront plus produire pour ceux qui les exploitent, ce jour-là, la bourgeoisie sera morte et la révolution commencera*. » C'est en grande partie sur cette question que la Fédération des bourses, animée par des anarchistes et des socialistes de diverses tendances, s'opposera à la Fédération nationale des syndicats animée par les militants guesdistes (socialistes marxistes) du POF opposés à cette orientation, considérant que l'action politique doit primer sur l'action syndicale.

La Fédération des bourses du travail dénie à la CGT naissante toute capacité de représentation du prolétariat organisé. Cet affrontement durera jusqu'en 1901. S'engage alors un débat sur l'unité ouvrière qui conduit le congrès de Montpellier de 1902 à décider que la CGT sera constituée de deux sections, celle des fédérations nationales et celle des bourses du travail. C'est en fait ce congrès qui marque la véritable naissance de la CGT, même si la spécificité des bourses du travail va continuer à exister.

## Patrick Le Moal

1 - Les bourses du travail avant la première guerre mondiale, André Naritsens, p. 70.  
2 - La bourse du travail et les luttes ouvrières : Elbeuf, 1892-1927, Pierre Largesse, p. 28.

## Manifeste ad... le premier con... bourses du tra

« Citoyens, Les congrès des bourses du travail... Les délégués représentant plus... la profonde satisfaction de voir... conscient, oubliant les néfastes... présent paralysé ses espérances... décidé à travailler plus que jamais... l'humanité ! La fédération des bourses est u... prolétariat va pouvoir, ayant un... occuper la première place inte... conquête de l'avenir. Bientôt, to... leur bourse de travail dont le pr... la fédération naissante. De sorte... toutes les forces ouvrières ne for... les intérêts communs, cimenté p... qui, après s'être fait des gorges c... escomptait déjà nos divisions à... son parti de la liquidation socia... Vive l'émancipation des trava... Révolution sociale ! »

# gt

## morer, pour prendre, changer



### pté par grès des vail (1892)

ail vient de terminer ses travaux.  
s de 500 syndicats ouvriers ont  
s dire: désormais le prolétariat  
s divisions qui avaient jusqu'à  
est uni, ne forme qu'un faisceau  
s à l'émancipation intégrale de

n fait accompli; autour d'elle, le  
e force propre et indépendante,  
ollectuelle dans la lutte pour la  
s les centres industriels auront  
mier devoir sera de se joindre à  
e que, dans un avenir rapproché,  
meront qu'un seul bloc, unis par  
ar la solidarité. Et la bourgeoisie  
haudes de nos divisions passées,  
venir, n'aura plus qu'à prendre  
le prochainement inévitable.  
lleurs! Vive l'humanité! Vive la

## Pour aller plus loin

Parmi de très nombreux ouvrages:



Edouard Dolléans,  
**Histoire du mouvement ouvrier;**  
Tome 1; 1830-1871, Librairie Armand Colin



J. Magniadas, R. Mouriaux, A. Narritsens,  
**Anthologie du syndicalisme français 1791-1968,** IHS-CGT, Éditions Delga

# L'influence du courant anarchiste dans la constitution de la CGT

*Profondément marqué par un siècle de répression et trois défaites majeures – défaite de la révolte des canuts en 1833, écrasement de la révolution de 1848 et de la Commune de Paris en 1871 –, en cette fin de 19<sup>e</sup> siècle, le mouvement ouvrier en pleine recomposition se forge majoritairement l'idée qu'aucune réforme n'est possible, et que seule la révolution sociale, la réappropriation des moyens de production et la destruction de l'État bourgeois, constitue la voie de l'émancipation des travailleurs.*

**L'**Association internationale des travailleurs (AIT) regroupe en son sein les militants des différents courants politiques, dont les plus importants sont les marxistes et les bakouninistes. Au congrès de Bâle en 1869, les partisans de Bakounine réunirent les deux tiers des voix, contre un tiers pour les marxistes, ce qui donne une indication de l'influence dont bénéficie alors le courant anarchiste dans le mouvement ouvrier, et dans le processus de construction du mouvement syndical. De nombreux communards, de retour d'exil et de déportation, viendront rejoindre le mouvement syndical en construction, y apportant leur expérience et leur salulaire défiance envers les illusions réformistes.

### Actifs dans la construction des bourses du travail

Dans les années 1892-1894, le mouvement libertaire se voit confronté à une dérive «terroriste» de courte durée. Le massacre du 1<sup>er</sup> mai 1891 à Fourmies et les affrontements entre anarchistes et forces de l'ordre le même jour à Clichy, suivis de fortes condamnations, entraînent une

partie du mouvement à recourir à des actions individuelles à portée symboliques. Parmi elles, citons Auguste Vaillant faisant exploser une bombe à la chambre des députés ou Santo Caserio, anarchiste italien, poignardant le président Sadi Carnot.

Cette ligne aventuriste et minoritaire est désapprouvée par la majorité des libertaires, dont Kropotkine: «Un édifice basé sur des siècles d'histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d'explosif». Cela amènera le mouvement anarchiste à concentrer son militantisme à l'action syndicale, et notamment à la construction de la Fédération nationale des bourses du travail qui se multiplie. Fernand Pelloutier, d'abord guesdiste (marxiste) puis convaincu par les idées anarchistes, devient secrétaire général de la Fédération nationale des bourses du travail, et jouera un rôle majeur dans la fondation de la CGT. Émile Pouget, rédacteur du journal pamphlétaire anarchiste *le Père peinard*, sera élu secrétaire adjoint de la CGT en 1901. Il contribuera à développer au sein de la confédération un programme d'action révolutionnaire fondé sur le principe de «l'action



Le 1<sup>er</sup> mai 1891, à Fourmies (Nord), la troupe tire sur des grévistes: 9 morts, 35 blessés.

directe» au sein de l'entreprise, n'excluant pas le sabotage comme forme d'action légitime.

### Les idées libertaires dans la charte d'Amiens

Convaincus que la révolution sociale ne pourra être que l'aboutissement d'une grève générale insurrectionnelle victorieuse, dont le syndicalisme révolutionnaire est le vecteur principal, les congressistes du 9<sup>e</sup> congrès de la CGT (octobre 1906) adoptent une résolution excluant toute influence

des organisations politiques dans le champ syndical. Les guesdistes (marxistes) sont ainsi mis en temporairement en minorité par le courant libertaire.

Mais les principes fondateurs de la charte: grève générale, expropriation du capital et destruction de l'État bourgeois resteront pour longtemps un patrimoine commun au sein de la CGT. Nombre de syndicats les reprendront dans leurs statuts, et aujourd'hui encore, malgré les pressions d'une partie de l'appareil. **Alain Pojolat**

## Quelle(s) réaction(s) patronale(s)?

*Dans son édition du soir datée du 25 septembre 1895, sous la plume d'un certain Bourdeau, le Journal des Débats politiques et littéraires concluait ainsi son compte rendu du congrès de Limoges: «L'impression qui se dégage pour nous de ces premières séances se résume en ceci: les corporations ouvrières devront faire des progrès énormes, pour être à même de traiter avec compétence les questions qui les touchent de plus près, qui leur tiennent le plus à cœur»...*

**V**oilà qui résume assez bien ce que peut être le sentiment général de la bourgeoisie face à la fondation de la CGT. Au-delà du mépris de classe et de la condescendance évidentes dans ces lignes, la presse se fait essentiellement l'écho des divisions du mouvement socialiste d'alors, entre les tenants d'Allemane et ceux de Guesde, entre militants socialistes et militants corporatifs. L'auteur cité plus haut soulève d'ailleurs la principale question: combien d'ouvriers représente cette CGT naissante? Pour comprendre ce que sont les réactions patronales d'alors, il ne faut pas oublier que le mouvement ouvrier en France ne s'est que lentement relevé de la grande saignée de la Commune, et que la légalisation des syndicats n'a été obtenue qu'à peine dix ans plus tôt. D'ailleurs, le patronat tel que nous l'entendons aujourd'hui, un groupe social défendant un ensemble de principes et de revendications et se structurant pour faire reculer les organisations ouvrières, n'existe pas encore.



Affiche de la CGT pour les grèves du 1<sup>er</sup> mai 1936.

La bourgeoisie détient le pouvoir politique et, pour l'essentiel, les associations patronales qui se sont constituées ont une visée politiques: «Les historiens insistent sur le fait que le mouvement patronal s'est d'abord structuré pour défendre le protectionnisme et contre le libre-échange»<sup>1</sup>. La dynamique du développement industriel est bien source de conflit dans les entreprises, par la mise

en place de nouvelles normes de travail, la définition de cadres réglementaires et disciplinaires. Mais cela ne débouche pas sur la mise en place d'une réponse coordonnée et structurée à la montée du mouvement ouvrier.

### Entre paternalisme et répression

D'un autre côté, la condescendance qui anime la bourgeoisie est le cœur battant d'un paternalisme patronal qui conçoit les ouvriers comme une population infantile, qu'il s'agit de diriger avec bienveillance et en faisant preuve de sévérité quand c'est nécessaire. Cette sévérité, c'est l'appareil d'État qui l'assume, en envoyant la troupe réprimer les grèves chaque fois que nécessaire. Face aux classes dangereuses, la question ne se pose pas à l'échelle de l'entreprise, mais comme une question d'ordre public. Le changement de stratégie impulsée par Pouget et les militants grève-généralistes va contraindre le patronat à se poser la question autrement, ainsi que la poussée socialiste, qui amène une

évolution de la législation, lente mais réelle. «La CGT est créée en 1895. L'État semble prendre la mesure des revendications ouvrières et, à partir des années 1890 (et surtout après 1899 avec l'arrivée d'Alexandre Millerand, ministre socialiste du Commerce et de l'Industrie), va intervenir dans les relations de travail: création d'un Conseil supérieur du travail (1891), loi sur les accidents du travail (1898), loi limitant la journée de travail à 10 heures là où travaillent les femmes et les enfants (1900) [...] Autant de mesures qui limitent le libre arbitre des chefs d'entreprise.»<sup>2</sup>

Ce n'est que sous cette double pression que le patronat prendra conscience de la nécessité de «travailler au groupement d'industriels qui, jusqu'à présent, n'avaient pas encore jugé nécessaire de se réunir en comités patronaux», comme l'écrit Eugène Schneider.

### Henri Clément

1 – Marion Rabier, Darès, document d'étude n°130 «revue de littérature: les organisations patronales en France et en Europe»

2 – Idem

## BOBIGNY HÔPITAL AVICENNE (93) Victoire pour les agents de stérilisation!

Depuis à peu près 7 ans, les agents de stérilisation d'Avicenne recomposent toutes les boîtes d'instruments, tâche initialement dévolue aux infirmières de bloc...

Le répertoire des métiers de la fonction publique hospitalière, établi par le ministère de la Santé, définit l'activité d'agent de stérilisation. Celle-ci consiste notamment à : « Réception, nettoyage, tri, contrôle, reconstitution, recomposition des plateaux et boîtes d'instrumentation, conditionnement et stérilisation du matériel, des produits et des dispositifs médicaux ». Une première reconnaissance officielle du métier d'agent de stérilisation est survenue en février 2011. L'Association française de stérilisation (AFS) travaille sur la reconnaissance du métier depuis plusieurs années. Avec la pénurie d'infirmiers de bloc opératoire, cette compétence s'est élargie aux agents, en contrepartie d'une rémunération sous forme de prime ou d'heures supplémentaires... sauf à Avicenne. Avec le soutien des organisations syndicales, nos collègues ont décidé de se mettre en grève pour gagner cette revalorisation financière en attendant la reconnaissance effective de leur métier, pourtant inscrit dans le répertoire.



DR

### Prime à la combativité

Pendant leur mouvement, les grévistes ont écrit un tract relatant leur revendication, la popularisant en allant à la rencontre des collègues des autres services, sortant pour la première fois de leur service assez cloisonné. Tous les jours, ils étaient présents au piquet de grève, dès 8 heures du matin. Les jours se succédaient avec l'angoisse de ne rien gagner et le décompte des pertes de salaire. Pour la première fois de leur vie, ils se mettaient en ordre de combat, collectivement. Après trois jours de grève avec perte de salaire, ils ont obtenu une prime semestrielle de 550 euros, en plus des primes de service. Ce combat leur a permis de se poser, de réfléchir, et d'en ressortir avec une cohésion d'équipe plus renforcée.

Correspondante

Ce vendredi 3 avril est convoquée la conférence sociale visant à poursuivre la destruction des droits sociaux en cours. Plus précisément, il semble que l'objectif principal soit la remise en cause du SMIC et aussi du CDI. Pour le gouvernement, « il faut que les patrons ne se sentent pas pieds et poings liés ».

### Place à nos luttes

Il n'y a rien à discuter, à « négocier » sur de telles bases. Rien de bon ne peut sortir de cette réunion « sociale »... Alors que les travailleurs, les militants, se mobilisent partout pour assurer le succès de la journée de grève du 9 avril, que des luttes sectorielles sont en cours, il serait incompréhensible et contraire aux intérêts des salariéEs que cette table ronde puisse se tenir. C'est bien par notre mobilisation que nous pourrions faire reculer patronat et gouvernement. C'est bien cette idée qui circule parmi les salariéEs, les militantEs. Et pas seulement l'idée : dans de nombreuses entreprises, des luttes sont engagées depuis plusieurs semaines, souvent sur les salaires mais aussi sur les conditions de travail ou les horaires. Celles et ceux de Sanofi, de Siseron à Ambarès en passant par Val-de-Reuil, en bagarre depuis plusieurs semaines autour des questions salariales ; à Sevelnord, également sur les salaires ; à Radio France, contre la liquidation du service public ; à la mairie d'Argenteuil, contre les liquidations d'emplois visant notamment les plus précaires ; à l'université Paris 8, la bataille pour le respect et des salaires décents ; et à La Poste, contre la poursuite des attaques contre les conditions de travail, les grèves se poursuivent depuis des mois avec des succès réels.

Toutes ces mobilisations se développent parce que pour une majorité de salariéEs, les fins de mois sont terribles, et les conditions de travail insupportables. Bien sûr, toutEs celles et ceux qui se battent au quotidien sont bien conscients que ces attaques s'inscrivent dans la logique des politiques patronales et gouvernementales : prendre aux plus démunis ne vise qu'à augmenter les profits, et poursuivre une

# 9 AVRIL Faire converger les mécontentements

Au soir de leur défaite électorale, Valls et Hollande n'ont laissé aucun doute, ils poursuivront la même politique au service du Medef. Au Sénat, le débat sur la loi Macron commence le 7 avril, et déjà est annoncée pour avant l'été une loi Macron II...



Faites chauffer les mégaphones, sortez les banderoles! PHOTOTHÈQUE ROUGE/QUENTIN G.

politique d'austérité n'inverse rien la courbe du chômage, bien au contraire.

### Prendre en main nos affaires

Le caractère éclaté des mobilisations, la diversité des revendications, mais aussi la passivité des syndicats et la perte de tradition, sont des freins à la coordination des luttes, à leur centralisation. Ce sont ces difficultés, ou une partie d'entre elles que la journée du 9 avril peut permettre de lever. Première journée intersyndicale de grève depuis des mois, cette date peut être à la fois le moment de rencontre entre travailleurEs en lutte et un moment pour crier notre colère commune contre ce gouvernement, contre ce patronat. Un moment certes réduit à une

journée, et dont la concrétisation suscite débats voire polémiques. Faut-il mieux se retrouver localement, régionalement, au plus près des luttes, ou marquer un rapport de forces national, à Paris, contre le gouvernement ? Au-delà des frilosités, voire des calculs de certains dirigeants syndicaux, le mieux est d'additionner toutes les mobilisations, les rassemblements, les initiatives, qui se construisent autour du 9 avril. De même sur les revendications : n'opposons pas les mots d'ordre les uns aux autres. Nous ne devons

pas opposer le nécessaire retrait de la loi Macron à tout ce qui se joue, toutes les mobilisations, autour des salaires et des conditions de travail.

Le 9 avril doit être l'occasion de nous redonner confiance dans notre capacité à nous mobiliser, un relais pour les luttes déjà engagées, parfois suspendues, mais pour lesquelles la construction du « tous ensemble » apparaît de plus en plus non seulement comme une nécessité mais aussi comme une possibilité.

Robert Pelletier



« Non à la loi Macron ! Non aux politiques d'austérité ! »

MEETING UNITAIRE MARDI 7 AVRIL À 19H

Gymnase Japy (2 rue Japy, 75011 Paris, métro Charonne ou Voltaire)  
À l'appel du collectif 3A (Alternative à l'austérité)

Solidarité, rassemblement, débat sont à l'ordre du jour. Syndicalistes, militantEs associatifs, représentantEs d'organisations politiques, dont notre camarade Olivier Besancenot, seront présents pour avancer vers des mobilisations unitaires contre l'ensemble des politiques gouvernementales et patronales.

## ÉVRY (91) Appel 24 ne répond plus...

Appel 24 / Sérénité 24 est un centre d'appel dont les clients sont très divers, majoritairement constitués de laboratoires pharmaceutiques et de cabinets médicaux. Depuis le 16 mars, 11 des 15 salariées – non syndiquées – sont en grève.

Salaires inférieurs au SMIC, travail 7j/7 et 24h/24 sans majoration de nuit, heures supplémentaires non payées, formation insuffisante, harcèlement moral et sexuel, chantage pour toucher le solde de tout compte lorsque les salariées craquent et quittent l'entreprise, salle de pause de 4 m²... La liste des problèmes rencontrés par ces femmes est longue et renforce d'autant leur détermination.

Extrêmement soudées, les grévistes se sont auto-organisées dès le départ,



Centre d'appel... à la grève. DR

interpellant les élus de la ville, distribuant des tracts aux habitants de la ville, où elles résident pour l'essentiel.

### Deux semaines de conflit

Le patron a embauché des CDI pour casser la grève, et les grévistes ont réussi à

arrêter quelques-unes. Conséquences : intervention de la police, constat d'huisier... Après deux semaines de conflit et vu le refus du patron de négocier, une réunion a été convoquée en préfecture avec la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi). La base exigée pour entamer les négociations : paiement intégral des jours de grève, pas de sanction contre les grévistes, augmentation de 200 euros net mensuels. En attendant, silence sur la ligne!

### Correspondant

Pour soutenir les grévistes, envoyer un chèque à l'UL CGT Évry, Espace Victor Hugo, 91000 Évry (mention solidarité Appel 24).

## PÔLE EMPLOI

# Fin d'un service public

Oui, Pôle emploi n'est plus un service public mais un organisme de contrôle et de mise à distance des chômeurs...

Dans certaines régions, la direction regroupe les agences, teste la fermeture de l'accueil certains jours, le public ne pouvant être reçu que sur rendez-vous, et supprime même la possibilité de joindre directement l'agence. Pôle emploi est démantelé par petites touches : traitement externe de documents, externalisation de la demande d'allocation, transfert de l'inscription et d'aides à la recherche à un prestataire. Cette recherche de gains de productivité a des conséquences désastreuses pour

les chômeurEs : documents perdus, pièces complémentaires réclamées à plusieurs reprises...

### ChômeurEs, les premiers visés

La nouvelle convention d'assurance chômage vise à faire des économies sur le dos des chômeurEs. En 1958, l'Unedic était créée, par la volonté du patronat et de FO, en opposition à une branche assurance chômage de la Sécurité sociale et pour une institution paritaire indépendante de l'État. Aujourd'hui, la CFDT, la CFTC et FO



# CONGRÈS DE LA CGT SANTÉ **Quand les militants imposent leur démocratie!**

Du 23 au 27 mars avait lieu le 11<sup>e</sup> congrès de la fédération CGT de la santé et de l'action sociale. Il a débuté dans un contexte de crise...

En janvier, suite à la démission de Thierry Lepaon, la représentante de la fédération au Comité national confédéral (l'instance large de direction de la confédération) n'avait pas respecté son mandat : ne pas soutenir la proposition de l'équipe Martinez. Un déni de démocratie! Déjà, les critiques fusaient sur la politique de la fédération, très attentiste, alors que le gouvernement accélère la politique d'austérité dans le secteur de la santé. La dernière action nationale date de juin 2013. Depuis, rien, cela alors que des luttes ont lieu dans des établissements pour dénoncer les conditions de travail insupportables et que la direction a refusé de s'engager au côté de la « convergence des luttes contre l'hôstérité ».

## Un élément déclencheur

En janvier, 24 militantEs de la CE sortante ont signé une déclaration dénonçant le manque de démocratie. Une brèche dans laquelle une majorité de déléguéEs se sont engouffrés. Durant le congrès, s'est exprimée la nécessité d'avoir une fédération démocratique, et de préparer l'offensive pour faire reculer le gouvernement et les patrons du secteur privé.

Les votes de congrès ont confirmé la colère des militantEs. Le discours de Nathalie Gamiochipi, secrétaire sortante, n'a été adopté qu'à 68%. Le bilan d'activité a, lui, été rejeté à 56,3%. Et le bilan financier tout autant : 226 contre et 161 pour. Le texte d'orientation, largement amendé, a été voté à 85,3%. Il donne le ton : « impulser une meilleure coordination de notre activité dans toute la CGT, une orientation lutte de classes, coordonner, soutenir les luttes et préparer les mobilisations d'ampleur nécessaires contre le patronat et le gouvernement, qui n'ont jamais été aussi offensifs contre les salariés ».

## La lutte pour faire respecter la démocratie

Le bureau de congrès a tout fait pour passer en force. L'élection de la commission des candidatures à la commission exécutive (CE) a été symptomatique d'une direction antidémocratique. Dès le premier jour, une centaine de déléguéEs ont dû envahir l'estrade pour imposer l'élection d'une commission ouverte majoritairement aux déléguéEs des régions. La commission finalement réunie n'a pu travailler jusqu'au bout en raison du départ de Nathalie Gamiochipi et de ses alliéEs, refusant que sa candidature soit remise en question. Et alors que la commission restante avait proposé que les délégués élisent la CE à partir de toutes les candidatures (84 en tout), le bureau de congrès a proposé une liste de 54 noms, liste accueillie au cri de « Nous voulons les 84! »



Les congressistes prennent la tribune. DR

ou « 49-3! » Pour faire leur compte rendu, les représentantEs des régions à la commission ont encore dû envahir la tribune pour exiger le micro qu'on leur refusait.

La future secrétaire générale, Mireille Stivala qui avait demandé à intervenir, s'est rendue elle aussi à la tribune... et, là encore, le micro a été coupé!

## Ce n'est qu'un début...

La nouvelle secrétaire, Mireille Stivala, a finalement été élue par 21 voix contre 17 pour Christophe Prudhomme, soutien de Nathalie Gamiochipi.

Les délégués ont imposé la démocratie et balayé l'ancien bureau. Cette situation révèle à quel point les militantEs sont révoltés et prêts à se battre pour un outil utile aux luttes. La suite dépendra de leur capacité à faire vivre la démocratie à tous les niveaux dans la CGT, à se réappropriier leur syndicat.

**CorrespondantEs**

## CHARENTE **Trois lycées professionnels en grève**

**Entretien.** Depuis le retour des vacances de février, des lycées professionnels (LP) de Charente – Cognac, Angoulême et Ruelle – sont en lutte. Militant de Sud Éducation, **Stéphane** nous en explique les raisons.

« **L**e mouvement est né en réaction aux dotations en baisse

qui entraînent des fermetures de filières, de postes et des heures de cours en moins. Ce qui a mis le feu aux poudres : à Cognac, le rectorat prévoit un manque d'effectif d'élèves pour justifier un regroupement de filières ; à Angoulême c'est la suppression de la filière Adu-Verre ; à Ruelle, des effectifs de classes sous-estimés pour justifier une baisse des moyens horaires.

Des débrayages ont eu lieu avec plusieurs actions : à Angoulême, un pique-nique le 10 mars devant l'inspection académique a rassemblé une cinquantaine de personnes. Le 19 mars, une manif devant le rectorat à Poitiers a rassemblé 150 personnes, à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-SUD Educ-FSU. Une délégation a été reçue par le recteur qui a globalement campé sur ses positions. Il a juste émis quelques promesses



Ca chauffe dans les LP! DR

de maintien d'une filière pour Angoulême, à condition pour les collègues d'accepter un public mixte (élèves et apprentis dans une même classe) et qu'il remplisse la section en question. Pour les autres établissements, il n'a rien été lâché.

Pour le LP d'Angoulême, le mouvement est suspendu. Les LP de Cognac et Ruelle envisagent de poursuivre la lutte au travers de différents moyens : préavis de grève académique pour pouvoir débrayer à tout moment, diffusion d'un tract en commun à destination de tous les acteurs

de l'école : parents, élèves et enseignantEs qui vont être tôt ou tard concernés.

Une action devant l'inspection académique est envisagée le 8 avril sur le thème de la résistance des LP. Elle sera prolongée par une participation à la journée interpro du 9 avril, contre l'austérité et la réduction des moyens horaires et humains dans la fonction publique. Pour l'heure, des AG ont lieu régulièrement pour poursuivre le combat engagé.»

**Propos recueillis par un correspondant du NPA 16**

## COMMERCE

# Un fort 9 avril en préparation

La participation des salariéEs du commerce dans les cortèges du 9 avril sera scrutée de près : en effet, la mobilisation dans ce secteur depuis plusieurs mois et la dynamique unitaire qui y prévaut, ne sont pas étrangères à la hausse du niveau de confrontation avec la politique suivie par le gouvernement. Cela devrait se manifester encore plus fortement ce jour-là.

Sur Paris, le CLIC-P poursuit ses actions : un rassemblement s'est tenu devant le Sénat le 19 mars dernier, regroupant une centaine de militantEs, une délégation étant reçue par des groupes communistes et écologistes mais aussi par des membres de la commission, trustée par la droite, en charge de l'examen du projet de loi Macron.



Après le 26 janvier, le commerce de retour dans la rue le 9 avril. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Ce rendez-vous aura permis de tirer l'alarme : en effet, le texte va être durci dans un sens plus favorable aux patrons. Ainsi, pour contourner les

syndicats des grands magasins opposés à l'extension des horaires d'ouverture, la possibilité de recourir au référendum, faute d'accord, va être introduite. Dans le même temps, la confédération CFDT, soutien de la loi Macron, a mis sous tutelle son syndicat francilien qui reste lui opposé au travail dominical et nocturne...

Le CLIC-P interviendra aussi au meeting unitaire organisé par le collectif 3A le mardi 7 avril prochain et lance de nouvelles actions judiciaires : ainsi, la société d'habillement American Apparel est traduite devant la justice le 16 avril pour répondre de l'ouverture dominicale illégale de plusieurs de ses magasins parisiens.

## De la base au sommet

Reprenant les contours de l'appel interprofessionnel, les fédérations CGT et FO du commerce, respectivement première et troisième organisation du secteur, ainsi que SUD Commerce, qui vient de se structurer nationalement, ont lancé un appel commun pour cette journée, ce qui devrait permettre l'extension territoriale de la mobilisation. Dans cette perspective, chaque organisation s'active : ainsi, la CGT a réuni le 25 mars sa centaine de déléguéEs syndicaux centraux ou nationaux pour expliquer les enjeux de la mobilisation. FO les rassemble activité par activité. Enfin, SUD a organisé, conjointement avec SUD Rail, une diffusion de tracts sur Saint-Lazare pour informer les salariéEs des commerces en gare de ce qui les attend, et a également réussi à interpeller le ministre Macron lors du seul meeting des départementales auquel il participait.

Les suites du 9 avril doivent s'envisager dès maintenant et ne peuvent se limiter au seul appel à « un grand 1<sup>er</sup> Mai revendicatif et unitaire » : avec les grèves sur les salaires qui ont eu lieu à Carrefour ou à Sephora, il y a matière à développer la contestation de la loi Macron.

**LD**

ont validé les « droits rechargeables » présentés comme une avancée permettant de cumuler les droits nouvellement acquis avec ses droits restants, à condition d'avoir travaillé au moins 150 heures. Problème : les signataires avaient omis de dire qu'avant de toucher les nouveaux droits acquis, il leur fallait d'abord épuiser les anciens droits. Ainsi des salariéEs qui avaient perdu un emploi bien payé ont d'abord été obligés d'attendre la fin de droits peu élevés, donc souvent peu payés. La Coordination des intermittents et précaires (CIP) et la CGT chômeurs ont permis de remonter massivement les situations et de faire corriger, à la marge, cette disposition. Mais s'il choisit d'être indemnisé sur la base des droits acquis pendant la période la plus récente, l'allocataire renoncera alors au reliquat des droits acquis précédemment.

## Et les mobilisations?

La politique de Pôle emploi contribue à faire perdre tout sens au travail des agents : un sentiment de travail empêché qui entraîne une souffrance se traduisant par une augmentation des arrêts maladie et le retour des suicides. Une politique d'atomisation et de division du personnel, entre statuts public et privé, entre agents assurant l'indemnisation et ceux qui aident à la recherche d'emploi ou de formation, entre titulaires et contrats précaires... Engluées dans le « dialogue social » ou non représentatives, les organisations syndicales n'ont pas la volonté ou la possibilité d'impulser une mobilisation massive du personnel. Après la création de Pôle emploi, des luttes ont parfois été victorieuses concernant les conditions de travail ou la situation des précaires. Depuis, le syndicalisme de collaboration, issu de l'Assedic, a progressé avec la

répression de tout syndicalisme sortant du cadre balisé.

En Bretagne, à l'initiative de la CGT, Pôle emploi vient d'être condamné aux Prud'hommes avec annulation d'une mise à pied de cinq jours d'un agent accusé d'avoir indemnisé sciemment et à tort un intermittent du spectacle qui avait fourni de faux documents... Le prétexte pour déclencher de véritables « descentes » du service fraude dans le milieu des intermittents, des entreprises et associations culturelles.

## Contre la division chômeurEs-salariéEs de Pôle emploi

La direction cherche à opposer salariéEs de Pôle emploi et chômeurEs, reprenant la procédure de l'Assedic en cas de « troubles », envahissement, occupations. Lors d'une journée d'action des associations de chômeurs début mars, les



Ceci n'est pas un service public... PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

consignes étaient de se replier à l'arrière de l'agence, derrière une porte fermée par un code...

Les mobilisations récentes ont pu avoir lieu grâce à une convergence avec les intermittents pour la renégociation de la convention d'assurance chômage :

occupations d'agence, actions communes à l'OCDE, participation aux AG des intermittents suivie d'une action de soutien avec les salariéEs de l'agence Paris Laumière en grève pour des embauches. Il faut continuer.

**CorrespondantEs**



## Les comités en action !

### Montpellier (34) La fac en solidarité avec le peuple grec.

Lundi 23 mars, les militantEs jeunes du NPA Montpellier ont organisé une réunion publique sur la situation en Grèce, dans le cadre de la campagne de solidarité internationale menée par le secteur jeune du parti. L'objectif était aussi de poser des questions stratégiques plus générales. En effet, la Grèce est un laboratoire de la crise actuelle du capitalisme, avec un haut niveau de lutte des classes depuis plusieurs années mais aussi, pour la première fois en Europe, la victoire d'un parti nouveau « anti-austérité ».

Premier événement de ce type pour cette année universitaire, la réunion a été une franche réussite, redonnant une visibilité au NPA. En plus des militantEs NPA, 17 personnes se sont réunies autour d'une discussion qui reflétait les aspirations de notre camp à ne plus payer la crise des capitalistes. Le débat s'est lancé très spontanément, des solutions électoralistes prônées par Syriza et leur piètre résultat à la perspective de la construction d'un double pouvoir à partir de la mobilisation des travailleurEs et des jeunes. Un pas en avant très encourageant pour l'activité politique du NPA sur le campus, en vue de la reconstruction d'une intervention locale du secteur jeune.

### Paris 13<sup>e</sup> Réunion publique sur la Grèce.

Mercredi 25 mars, nous étions une quarantaine réunis à l'initiative du comité de quartier du 13<sup>e</sup> pour discuter de la situation politique en Grèce avec deux militants de la coalition Antarsya. Deux mois après l'élection de Syriza, il est crucial pour les révolutionnaires de débattre de la politique à mener par rapport à ce gouvernement de « gauche radicale ». Cette réunion a permis aux camarades grecs de partager leur point de vue sur le gouvernement dirigé par Tsipras, ce qui a ouvert la discussion sur le programme que les anticapitalistes doivent défendre en Grèce.

Alors que Tsipras s'était montré favorable aux mouvements sociaux pendant sa campagne axée sur la renégociation des plans d'austérité, il ne s'appuie par sur les travailleurs pour faire pression sur l'UE. Au contraire, l'échelonnement des négociations avec la troïka entretient le flou sur l'application du « programme de Thessalonique ». Les Grecs ont tout à gagner à appliquer eux-mêmes des mesures d'urgence, sans attendre ce gouvernement timoré. Pour soutenir ici la lutte des Grecs, il faut multiplier ce genre d'initiatives. Car, faire vivre l'internationalisme, c'est aussi débattre avec des militants pour établir une politique globale des révolutionnaires à l'échelle européenne.

### Le Havre (76) Réunion sur les révolutions et contre-révolutions au Moyen-Orient.

Il y a quatre ans les premiers feux du « Printemps arabe » s'allumaient, créant un formidable espoir. Aujourd'hui, alors que les contre-révolutions semblent s'imposer presque partout, il nous paraissait important de faire le point sur la situation de la région, en lien avec notre campagne de solidarité internationale Palestine autour de la création d'un collectif BDS.

C'est ce challenge qu'a relevé notre camarade Julien Salingue jeudi 26 mars. Des régimes militaro-rentiers balayés par les mobilisations aux conditions objectives de vie des populations en passant par l'évolution des rapports de forces impériaux, rien n'a été laissé de côté. Cette introduction a donné lieu à un débat intéressant avec un public composé d'une partie du réseau militant internationaliste mais aussi de nombreuses nouvelles têtes. Chacun a pu se forger la conviction que malgré les apparences actuelles, en Syrie ou en Égypte, et malgré l'émergence des monstres propres aux situations de transition, le retour à l'ordre ancien était impossible. Raison de plus pour renforcer les initiatives de solidarité internationale ! La qualité de l'intervention de Julien a visiblement été partagée par tous, militants ou pas. Ce meeting a également été l'occasion pour la section d'annoncer publiquement le démarrage prochain d'une série de soirées de débats au local du NPA, dont les travaux de rénovation se terminent actuellement...



*Seul ou dans un cadre unitaire, le NPA était présent dans 5 départements. Voici ci-dessous les compte rendus de nos correspondantEs.*

### CARHAIX (29)

#### Un succès et un espoir

Poursuivant la dynamique unitaire et radicale des élections municipales, nos camarades du NPA ont proposé au Front de gauche du canton une liste unitaire anticapitaliste et anti-austérité parfaitement indépendante du PS et de Christian Troadec, maire régionaliste de Carhaix où siège en tant qu'élus d'opposition le porte-parole du NPA Keiz Breizh, Matthieu Guillemot. Le binôme titulaire était composé de Marie-Pierre, sympathisante du FDG, adjointe au maire de Berrien, et de José, maire de Motreff, apparenté NPA, tandis que le binôme suppléant réunissait Noëlle, la porte parole du FDG centre Bretagne, et Matthieu, conseiller municipal et porte-parole du NPA Kreiz Breizh. La dynamique enclenchée lors des municipales, en lien avec les luttes de ces derniers mois, s'est poursuivie et s'est amplifiée puisque la liste « Contre le capitalisme et l'austérité, on ne lâche rien » est arrivée en 3<sup>e</sup> position, devant le PS et le FN, frôlant les 17% des voix.

Il est à remarquer que ce score est le meilleur à la gauche du PS dans tout le Finistère, avec des pointes à 40% des votantEs dans plusieurs petites villes du canton.

Une campagne active, collective, résolument anticapitaliste et écologiste, faite de nombreuses rencontres avec la population et de réunions publiques, dont celle à laquelle a participé Philippe Poutou avec plus de 70 personnes (cf. *L'Anticapitaliste* n°279).

Cette campagne et ce score ont évidemment créé une fois de plus la surprise dans la région de Carhaix, ce qui a fait dire à un journaliste de *Ouest France* que, de Carhaix à Huelgoat, on est passé « des montagnes noires aux montagnes rouges ». De bon augure !

### BÉGARD (22)

#### Une campagne dynamique

Lors de ces dernières élections départementales, le NPA présentait seul une liste sur le canton de Bégard. Une liste bouclée quelques jours avant la date limite de dépôt, après le refus de LO de s'y joindre, et alors que trois autres listes étaient déjà annoncées : une liste PS-PCF, une liste de droite et une liste FN (cf. *L'Anticapitaliste* n°280).

Dans ce canton historiquement ancré à gauche, nous étions les seuls à nous opposer clairement aux politiques d'austérité, qu'elles soient menées nationalement ou localement. Autour de la défense des services publics, de la nécessaire amélioration des conditions de travail et de vie ou encore de l'exigence d'une réorientation du système agricole, la campagne a connu une certaine dynamique dans un contexte morose. Point

# Le NPA dans les élections départementales



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

d'orgue : plus de 50 personnes, pour beaucoup militantEs syndicaux ou associatifs, sont venues échanger dans une ambiance chaleureuse avec les candidatEs et Philippe Poutou le 19 mars à Saint-Laurent (500 habitantEs).

Cela s'est exprimé dans les urnes : la liste a récolté 9,02%, en progression par rapport à 2008 où la LCR avait fait 7,38% sur le même canton, alors plus petit. Un point d'appui pour redéployer une activité militante, notamment sur deux fronts de lutte locaux : pour le maintien et l'amélioration de la ligne ferroviaire Paimpol-Guingamp et contre un projet minier dans le secteur. Ombre brune au tableau, le score du FN (20,04%), qui n'était pas présent aux cantonales précédentes, nous rappelle que la lutte contre les politiques d'austérité est indissociable de la lutte déterminée contre les idées réactionnaires qui divisent le monde du travail.

### LISIEUX (14)

#### « Lisieux en marche » à l'offensive

Le NPA Pays d'Auge a fait campagne seul pour la candidature de Sabrina Demchi et Johann Le Bellec, dans un canton composé de Lisieux et de 9 communes rurales (cf. *L'Anticapitaliste* n°280). Nous nous étions déjà présentés en 2011, mais le canton n'était pas le même et le nombre de candidats non plus : en 2011, 4 listes (PS, UMP, FDG, NPA) et cette fois-ci, 8 binômes (1 UMP soutenu par le département, FN, UDI/UMP local, Debout la France, PS/PRG, EÉLV, PCF, NPA). Bref, le canton du département où il y avait le plus de candidats !

Notre résultat - 1,86% - est petit en pourcentage, mais avec l'abstention record et le vote massif pour l'UMP et le FN dans les communes rurales, nous étions en terrain difficile ! 149 électeurs nous ont fait confiance et, sur la ville de Lisieux, avec 106 voix, nous maintenons notre score de 2011.

Nous sommes satisfaits du bilan politique car nous avons porté durant cette courte campagne les couleurs d'un NPA à l'offensive, en relayant les luttes à l'hôpital et à La Poste où nous sommes implantés

et où nous avons une intervention politique. Notre cercle de sympathisantEs dans les équipes militantes combattives augmente et nous saluons l'arrivée de nouveaux camarades dans le comité. « Le café des luttes » avec Olivier Besancenot qui a regroupé plus de 50 personnes lors d'une soirée de débat a été une des initiatives les plus réussies de notre implication militante durant cette campagne (cf. *L'Anticapitaliste* n°282).

### JURA (39)

#### Se confronter, faire avancer l'anticapitalisme

Une nouvelle convergence avait vu le jour fin 2014 sous l'impulsion du collectif « Jura-NDDL » réunissant des citoyens et des militants des Décroissants, EÉLV, NPA et PG, lui-même clairement à l'initiative de listes « Majorité citoyenne » dans d'autres départements. Ce qui est remarquable dans notre département, c'est que de véritables échanges ont pu se faire dans des assemblées cantonales dans lesquelles nous ont ensuite rejoint le PCF. C'est seulement après l'élaboration d'un texte commun sur des valeurs et des propositions locales que les candidats ont été choisis.

Vu le nouveau mode de scrutin, aucune des 9 listes présentées n'a pu se maintenir alors que nous avons obtenu 15,89% des voix au premier tour... Et à l'issue du second tour, enregistrons que fort heureusement il n'y a eu aucun élu FN, sur fond de défaite grandiose et logique du PS, appelé chez nous « Nouvelle droite », avec seulement 6 élus sur 34 et l'élimination du président sortant...

Le rôle du NPA a été, à toutes les étapes, essentiel pour dénoncer la politique nationale relayée localement et a permis d'être clair sur l'indépendance totale de nos listes vis-à-vis de la majorité départementale PS, au premier comme au second tour. Il a fallu convaincre le PCF et EÉLV qui étaient les plus réticents. Les tensions internes au sein de ces partis, et du nôtre aussi d'ailleurs, seront peut-être atténuées par le bon score de nos listes mais les enjeux des régionales, voire aussi un possible remaniement

ministériel, risquent bien de faire imploser cette démarche.

Le NPA 39 a la conviction que la révolution ne se fera pas dans les urnes mais le fait de se confronter aux autres sur le terrain électoral ne peut qu'aider à faire connaître et avancer notre projet anticapitaliste. Force est de constater que c'est localement possible sans perdre nos convictions révolutionnaires.

### SAINT-GAULTIER (36)

#### Un meilleur score qu'en 2011

Nous faisons un résultat de 2,85%, soit 193 votes sur 7 216 exprimés (UMP 28,43% / FN 25,17% / PS 19,67% / Divers droite, en réalité la Droite Forte 14,20% / FDG-EÉLV-Citoyens 6,27% / Communistes 3,42%) Nous ne nous attendions pas à un miracle, car avec 7 listes proposées, il y a du choix. On peut tout de même dire que le NPA a réalisé un meilleur score que lors des élections cantonales de 2011 (Argenton-sur-Creuse 2,02% et Châteauroux-Ouest 1,66%).

De plus, l'attitude de Communistes (fraction issue du PCF, créé en 2002 et présents dans 5 cantons) n'a pas facilité les choses. Dans leur profession de foi, ils nous accusaient : « ils sont complices : le PG, le PC, le NPA, les Verts, etc. multiplient les slogans sur le « partage des richesses » mais refusent de s'attaquer au capitalisme ». En lisant entre les lignes, nous comprenons qu'ils insinuent que le NPA est un parti de guignols qui se revendiquent révolutionnaires mais qui ne l'est pas. Étrange de recevoir ce style de remarques d'un parti qui n'est pas présent dans les luttes et seulement visible durant les élections. Nous pensons qu'il y aura une suite à cette histoire.

Lors du dépouillement du premier tour, le PS, lui, nous a accusés d'être responsables du fait qu'ils n'étaient pas au second, cela au profit du FN. Nous leur avons répondu que nous n'étions pas responsables de leur politique nationale et qu'ils ne pouvaient s'en prendre qu'à eux-mêmes.

L'UMP et le FN étant donc seuls au second tour, nous avons indiqué dans un communiqué que nous allions voter blanc.

Essai

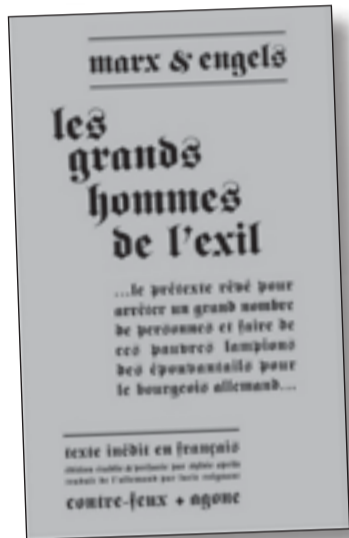
# Les grands hommes de l'exil, Marx & Engels

Agone, 2015, 18 euros

Marx arrive à Londres en 1849, après 6 années d'errance. Pour faire face à de dramatiques difficultés matérielles, Engels et lui échafaudent divers projets pour gagner de l'argent. C'est ainsi que naît en 1852 cette série de portraits des exilés qui les entourent, un livre resté jusqu'ici inédit en français...

Marx et Engels essaient de le faire paraître anonymement sans succès. On a longtemps pensé que le manuscrit avait disparu, il était dans les mains d'Édouard Bernstein qui l'avait déclaré perdu. Retrouvé dans les archives du parti social-démocrate allemand, il est publié pour la première fois en russe en 1930, puis en allemand (1950), en anglais (1970), et enfin aujourd'hui en français.

Si les individus brocardés dans ce livre, révolutionnaires plus ou moins glorieux, petits-bourgeois romantiques, sont aujourd'hui inconnus, la comparaison de Sylvie April dans l'introduction des anciens soixante-huitards et leurs héritiers avec leurs ancêtres, les quarante-huitards, a du sens : « il existe une grande similitude, une même manière de se couper des



aspirations sociales de ses contemporains, de s'ériger en porte-parole, de préférer les conflits personnels aux débats de fond, de s'approprier

les bénéfices symboliques... ».

Marx s'est séparé dès les années 1840 de tous ceux qui considèrent que la révolution peut se faire avec la bourgeoisie, et défend la nécessité d'un dépassement de la société libérale par une révolution sociale, prolétarienne : « la phraséologie creuse convient (...) à la démocratie, où les déclamations vides et mélodieuses et la nullité sonore rendent totalement superflus tout esprit et toute compréhension de l'état des choses ».

### « La grande bataille des grenouilles et des rats »

Marx et Engels donnent la priorité à la réflexion, la clarification politique et l'étude des conditions préalables à la révolution. Ils écrivent ainsi : « Plus ces rebus de l'humanité (...) étaient hors d'état de réaliser quoi que ce soit de concret, plus il leur

fallait s'engager avec zèle dans un semblant d'activité inutile et claironner en grande pompe des partis imaginaires et des combats imaginaires. Plus ils étaient impuissants à mener à bien une véritable révolution, plus il leur fallait soupeser cette future éventualité, répartir les places à l'avance et se plonger dans les délices anticipés du pouvoir. »

La plume est acide, et recourt avec une verve étonnante à des références littéraires et musicales. Ils dénoncent les guerres microcholines, les généraux d'opérette, celui-ci « plat, banal, aussi fade que l'eau, que l'eau de vaisselle tiède pour être précis », celui-là qui « déposait toutes les semaines au terme de grands efforts sa petite saucisse verte de correspondance », cet autre « au crane effilé, la croissance démesurée de l'organe de l'estime de soi venant y comprimer toutes les autres facultés »... et cette « grande bataille des grenouilles et des rats » entre eux.

C'est l'occasion, comme Marx l'écrira plus tard, « de régler nos comptes avec notre conscience philosophique d'autrefois », travail déjà entamé auparavant dans la Sainte Famille, qui prend ici la forme d'un pamphlet. Un pamphlet écrit par deux hommes isolés, pour lesquels l'élaboration des principes du matérialisme historique passe autant par le travail scientifique, « le savoir positif », la réflexion politique, que par la verve polémique.

Patrick Le Moal

1- Introduction à la critique de l'économie politique, Marx, 1859

Exposition

## « L'Écriture dessinée. Rodin, Duchamp, Dotremont chez Balzac »

Maison de Balzac (Paris), jusqu'au 21 juin 2015

La maison de Balzac, reflet de la vie quand Passy était encore à la campagne, accueille un ensemble d'expériences plastiques autour de l'écriture, cursive ou imprimée, faisant suite aux propres expériences de Balzac. Lui-même imprimeur, Balzac s'est amusé avec l'écriture comme matière, parsemant ses manuscrits d'éléments graphiques et créant un charabia typographique, préfiguration du lettrisme dadaïste, qui trouvera des échos chez ses contemporains comme Théophile Bra ou Victor Hugo.



Près d'un siècle plus tard, dans les années 50, le groupe révolutionnaire CoBra, en rupture avec l'art occidental, à la recherche des sources profondes de la création, va s'intéresser à l'écriture comme origine et comme support de la création. En particulier l'un de ses fondateurs, le belge Christian Dotremont, grand admirateur de Balzac dont il porte la moustache et la robe de chambre, qui, découvrant dans l'envers de son écriture une similitude avec la graphie chinoise cursive, style d'herbe, invente les logogrammes où « le texte, non préétabli, est tracé avec une extrême spontanéité, sans souci des proportions, de la régularité ordinaires, les lettres s'agglomérant, se distendant, et donc sans souci de lisibilité ». La graphie, interaction entre pensée et geste, devient l'œuvre.

Les amis de Dotremont : Pierre Alechinsky, Pol Bury, Asger Jorn... Leurs contemporains : Duchamp, Hergé, Michaux, mais aussi Picasso, Cocteau, ont tous fait, en écho à Balzac, leurs propres expériences sculptées, dessinées ou peintes, de « Peintures-mots » ou d'introduction du verbe dans l'image. Profitez de l'exposition pour vous procurer, on vous l'offre, le *Traité des excitants modernes* publié par Balzac en 1839, dans lequel il découvre les effets néfastes (oh surprise!) de substances pour certaines encore peu répandues : alcool, sucre, tabac, thé ou café (lui-même en buvait beaucoup). Il conclut : « L'alimentation publique prise dans son ensemble est une partie immense de la politique et la plus négligée ; j'ose même dire qu'elle est dans l'enfance ». Que s'est-il donc passé depuis deux siècles ?

Ugo Clerico

Pour les 6/11 ans, des ateliers Ecriture/Peinture façon CoBra les mercredi 21 et 28 avril, 20 mai, 17 juin sur réservation au 01 55 74 41 80.

Bande dessinée

## Papier froissé, scénario et dessins Pep Domingo Nadar

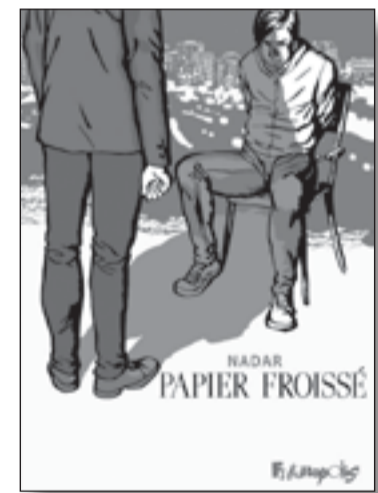
Futuropolis, 2015, 29 euros

Papier froissé, froissé comme la vie des nombreux personnages qui hantent les pages de cette première BD de Nadar. L'auteur catalan de 25 ans maîtrise à merveille les flashbacks et les tiroirs secrets d'un scénario sinueux illustré par des gris, des tramés et des ombres noires d'une grande vigueur. Nadar déploie tout son jeune talent pour mettre en scène une Espagne en crise, celle des Indignés où les destins, hantés par le passé, se croisent et se décroisent.

Javi, un lycéen en rupture de ban mène une vie de mercenaire en rendant des « services » pour quelques dizaines d'euros. Il cache sa vie à sa mère dépressive qui lutte pourtant pour défendre leur maison contre l'appétit sans limite des promoteurs. Jorge, triste et taciturne, vient d'aménager à la pension « Los Caballos » tenue par Ana. Il travaille dans une menuiserie industrielle et sculpte en secret des chevaux. Sara, jeune mère célibataire, lesbienne et féministe, donne des cours de « close combat » tandis qu'Alberto, l'oncle de Javi, lutte contre le patronat. Tous sont confrontés à la crise économique, à la déstructuration des familles, à la violence, à la violence sexuelle ou à l'isolement.

Tous croient en une deuxième chance. Faudrait-il encore que leurs chemins se croisent et pour le meilleur, non le pire. Toute l'habileté de l'auteur réside dans cette magie des destins, et ce gros opus

plein de mystères se lit d'une traite. Sortie en février, trop tard pour être primée en 2015, cette BD a été conçue à Angoulême avec le soutien du CNBI et de l'Alhondiga Bilbao. Sylvain Chardon



Roman

## White trash, John King

Au diable vauvert, 2014, 22 euros

John King, l'un des plus grands écrivains de la culture populaire post-thatchérienne, signe, derrière ce titre provocateur<sup>1</sup>, une fresque satirique de la société britannique sur fond de destruction des services sociaux et de compression d'effectifs dans la santé, un face-à-face psycho-sociologique glaçant entre deux incarnations des classes en lutte, l'infirmière au grand cœur Ruby et son supérieur, le cynique et arrogant Jeffreys. Responsable des ressources et des dépenses, Jeffreys méprise foncièrement ces « nègres blancs qui infestent chaque nation civilisée » et gênent la marche de la société capitaliste, malades et employés



syndiqués, « difficiles à convaincre » du bien-fondé libéral à cause de « leur mauvaise éducation ». Si pour Ruby, l'hôpital est un microcosme de la société où chacun a quelque chose à raconter, il est un lieu de purification sociale pour ce pur produit de la « troisième voie » blairiste qu'est Jeffreys.

Deux mondes imperméables, retranscrits dans deux idiomes de classe aux antipodes, qui ne se rencontreront jamais jusqu'au clash final, inattendu et terrifiant. Un roman noir, âpre et dérangeant, paru en 2002 et enfin traduit (par Clémence Sebag) en français, étonnant d'actualité à l'heure des attaques massives dans le secteur de la santé.

Les Libraires de la Brèche

1- « White trash » (« déchet blanc » ou « nègre blanc ») est une expression argotique et injurieuse américaine du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle désignant les Blancs pauvres dont la condition était jugée plus médiocre encore que celle des Noirs.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris



- FAUVOT -

**L'Anticapitaliste** | Libre expression

## “ L'exploitation coloniale, des violences extraordinaires ”

**Entretien.** Enseignant-chercheur en sciences politiques à l'université d'Évry-Val-d'Essonne, **Olivier Le Cour Grandmaison** vient de sortir un nouveau livre, *L'Empire des hygiénistes. Vivre aux colonies*<sup>1</sup>. Nous l'avons rencontré à cette occasion.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

**Le livre commence par une surprenante description du désastre sanitaire qui accompagne les débuts de la colonisation. Peux-tu en donner quelques éléments et explications ?**

Les causes de ces désastres sanitaires, constatés par de nombreux médecins qui occupent souvent des responsabilités importantes au sein de l'institution médicale et/ou militaire, sont multiples. Elles sont liées au retard de la médecine et de l'hygiène coloniales françaises comparées à celles de la Grande-Bretagne qui est à l'époque très en avance dans ces domaines, notamment en raison de sa longue expérience impériale en Inde. À cela s'ajoute le conservatisme, souvent dénoncé par les médecins et certains officiers supérieurs, de la hiérarchie militaire, et un mépris certain pour la vie des soldats du rang. De là ces désastres fort coûteux sur le plan humain et parfois même susceptibles de retarder des opérations militaires pourtant jugées essentielles par les autorités politiques. C'est le cas, par exemple, en 1881 : alors que la France s'apprête à envahir la Tunisie, plusieurs divisions sont réunies à Marseille et Toulon dans des conditions sanitaires pour le moins mauvaises. Bilan : Plus de 800 décès et 5 000 malades ! Rappelons enfin que jusqu'en 1910, les armées françaises comptent plus de vétérinaires pour soigner les chevaux que de médecins pour soigner les soldats. À la veille de la Première Guerre mondiale, 700 praticiens aux armées manquent toujours à l'appel.

**Face à ce « désastre », quelles mesures d'auto-protection va mettre en œuvre le pouvoir colonial pour « protéger » ses forces coloniales ?**

Une telle situation est à l'origine de la mobilisation individuelle et collective des médecins qui vont batailler pour imposer de nouvelles règles d'hygiène dans un contexte où, si l'on connaît les mécanismes de transmission de certaines maladies, comme le paludisme par exemple, nul ne sait comment le soigner. Faute de guérir, il faut donc prévenir de toute urgence, en multipliant les prescriptions relatives à l'alimentation, au logement des soldats et aux casernes, aux vêtements et à l'organisation des opérations militaires elles-mêmes. Enfin, dans le cadre d'une division raciale du travail élaborée par les médecins,



entre autres, les forces armées dans les colonies vont recourir à de nombreux soldats « indigènes » pour assumer les tâches les plus rudes : travaux du génie, notamment, afin de préserver la santé des militaires français et leur efficacité lors des combats.

Au-delà des troupes appelées à servir en outre-mer, ces mesures préventives concernent aussi la société coloniale dans son ensemble. Elle est traitée comme un vaste corps physique, sexuel, économique, social, urbain et politique, qu'il faut protéger d'un environnement naturel et humain jugé extrêmement dangereux sur le plan sanitaire. Chaque partie de ce vaste organisme, indispensable à sa vie comme à son développement – hommes, femmes, voies de circulation, maisons, cimetières, quartiers d'habitation –, doit obéir aux « lois de l'hygiène » pour bénéficier ainsi d'une sécurité sanitaire optimale et indispensable au succès de la colonisation. Comme l'écrivent de nombreux médecins, « l'indigène est un réservoir à virus », et il faut donc s'en éloigner pour se protéger des nombreuses maladies qu'il est susceptible de transmettre. De telles conceptions sont au fondement de nombreuses prescriptions.

Elles concernent les relations sexuelles interraciales, par exemple, qui sont alors proscrites afin de protéger « l'homme blanc » des maladies vénériennes. Ces prescriptions sont également au principe de l'organisation ségréguée des principales villes coloniales qui doivent comprendre des quartiers européens et des quartiers « indigènes » nettement séparés. En matière d'urbanisme, les enjeux sont également sécuritaires – assurer au mieux la protection des biens et des personnes des Européens – et politiques – inscrire dans l'organisation même de la ville l'ordre colonial comme ordre colonial hiérarchisé au sommet duquel se trouve le Blanc. Là encore, les pratiques coloniales de la Grande-Bretagne ont été autant de modèles pour les hygiénistes et les urbanistes français. Enfin, et pour des motifs identiques, cette ségrégation s'étend aussi aux hôpitaux construits en outre-mer.

**Dans la continuité d'un de tes ouvrages précédent, Coloniser, Exterminer. Sur la guerre et l'État colonial<sup>2</sup>, tu reviens sur les violences faites aux « indigènes », mais moins en termes d'affrontements, de barbarie militaires, que de « vie quotidienne », notamment dans le cadre de la division raciste du travail. Quelques illustrations ?**

En ce qui concerne les modalités de l'exploitation coloniale, l'analyse précise des conceptions et des pratiques révèle des violences extraordinaires liées aux méthodes employées. Je pense en particulier au travail forcé imposé à l'ensemble des populations civiles du Congo français. L'exemple alors célèbre est celui de la construction de la ligne de chemin de fer destinée à relier Brazzaville à Pointe-Noire sur la côte atlantique. 17 000 morts « indigènes » lors de la construction des 140 premiers kilomètres et des taux

de mortalité de 57% dans certains camps de travail établis pour réunir la main-d'œuvre indispensable à la réalisation de ce chantier. Je précise que ce dernier chiffre est celui qui a été rendu public par le ministre des Colonies de l'époque, André Maginot. Quant à l'entreprise chargée de cette « glorieuse » construction, il s'agit de la Société de construction des Batignolles, connue aujourd'hui sous le nom de Spie-Batignolles, l'un des plus grands groupes du BTP français. Il y a peu, l'un des anciens PDG, Jean Monville, vantait encore les réalisations remarquables de son entreprise lors de « l'aventure outre-mer »...

**Dans la conclusion, tu évoques largement le livre de Joseph Conrad, Au cœur des ténèbres. En quoi illustre-t-il ton propos ?**

Ce texte de Conrad est à l'époque connu de tous ceux qui s'intéressent aux colonies. Ce n'est pas un hasard si André Gide dédie son livre *Retour du Congo* à cet écrivain. Avant beaucoup d'autres, Conrad a découvert l'extraordinaire brutalité quotidienne de l'exploitation coloniale, le mépris raciste qui la légitime et les conséquences dramatiques de cette exploitation : des morts par dizaines de milliers, des régions entières abandonnées par leurs habitants autochtones qui fuient les réquisitions, les déportations et le travail forcé. Contrairement à beaucoup de ses contemporains, Conrad n'euphémise pas ces pratiques. Au contraire, grâce à une investigation littéraire, il les dévoile avec une précision remarquable. À l'heure où, en France, sévit de nouveau un révisionnisme colonial allègre, *Au cœur des ténèbres* rappelle utilement ce passé meurtrier.

**Propos recueillis par Robert Pelletier**

1 – Fayard, 2014, 23 euros  
2 – Fayard, 2005, 22 euros

**« Les Blancs ne communiquent avec les Noirs ou les Jaunes que pour les asservir ou les massacrer. Les peuples que nous appelons barbares ne nous connaissent encore que par nos crimes. (...) allons-nous armer sans cesse contre nous en Afrique, en Asie, d'inextinguibles colères et des haines insatiables et nous préparer pour un avenir lointain sans doute, mais assuré, des millions d'ennemis ? »**

Anatole France (1906), mis en exergue dans la conclusion d'un précédent ouvrage d'Olivier Le Cour Grandmaison, *Coloniser Exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*.

## Vu ailleurs

**L'Humanité** | LE MUR ET LA LIGNE.

« Ce mur est censé séparer la Cisjordanie de Jérusalem et d'Israël. En réalité, la plupart des check points situés là où passe le Mur ne séparent pas des lieux sous juridiction israélienne de lieux sous juridiction palestinienne. [...] Il ne s'agit donc pas d'un Mur qui, certes mange 10 % de la Cisjordanie, mais serait potentiellement frontalier. Par ailleurs, plutôt que de se focaliser sur le Mur, c'est l'ensemble du dispositif de contrôle qu'il faut considérer et qui vise plutôt le morcellement de l'espace palestinien. [...]

Au total, 380 000 colons sont établis en Cisjordanie, où 60 % du territoire est sous juridiction israélienne (zone A), 20 % sous juridiction civile palestinienne mais sous contrôle militaire israélien (zone B) et seulement 20 % sous pleine juridiction palestinienne (zone C). Des systèmes de circulation différenciés ont été créés pour que les colons, dispersés sur le territoire, croisent le moins possible les Palestiniens.

Dans le même esprit, un système d'ouverture et de fermeture potentielle d'enclaves s'est mis en place pour fermer les villages et les villes palestiniennes en cas de conflit. Le réseau autoroutier obéit parfaitement à cette logique. Au-delà du noyau de colons installés en Cisjordanie pour des raisons idéologiques, les colons de classe moyenne, établis dans les colonies car elles offrent des logements moins chers, ferment les yeux sur le tracé de la ligne verte (la ligne d'Armistice de 1967 séparant selon le droit international Israël de l'espace palestinien). Ils ont à leur disposition des routes récemment construites ou rénovées qui les emmènent directement à leur travail, à l'aéroport ou à la plage à Tel Aviv. Ils ne circulent qu'entre espaces israéliens. Pour eux, la ligne verte est gommée et l'autre, le Palestinien, est devenu quasi invisible. Les experts militaires ont eux-mêmes utilisé le terme d'occupation invisible au moment du déploiement de cette nouvelle politique gestionnaire de l'occupation. »

Stéphanie Latte-Abdallah, « En Israël, l'occupation a été repensée dans une optique managériale », entretien réalisé par Rosa Moussaoui, *L'Humanité*, 27 mars 2015

**S'abonner à L'Anticapitaliste**  
l'hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 18 € <input type="checkbox"/> 36 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org